

INPRECOR

Numéro 224 du 21 juillet 1986 - 12FF - 85FB - 4FS

BELGIQUE

Rendez-vous en septembre



AFRIQUE DU SUD

Solidarité urgente face à la répression

Sommaire du numéro 224 du 21 juillet 1986

3	AFRIQUE DU SUD	Solidarité urgente face à la répression	« INPRECOR »
4	—	Crossroads et la bataille des townships	Tony ROUX
7	—	D’Alexandra à Mamelodi	Nathan PALMER
9	BELGIQUE	Forces et faiblesses de l’avant-garde syndicale	Frank SLEGERS
12	—	Les comités de grève dans les mines du Limbourg	« LA GAUCHE »
13	—	Deux semaines de grève dans la région du centre ; interview d’un dirigeant syndical	Propos recueillis par A.VAN PRAET
14	PAYS-BAS	Comment la droite a gagné les élections législatives	Richard BASTIAANS
15	—	La campagne du SAP	« INPRECOR »
16	THAILANDE	Le PCT commence à surmonter sa crise ; interview d’un responsable du comité central du PCT	Propos recueillis par Paul PETITJEAN
18		Résolutions du congrès de 1982 du PCT	DOCUMENTS
20	PARAGUAY	A la veille de la transition	Kevin MARTIAL
22		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L’INTERNATIONALE	
		ECONOMIE : La crise met des millions de gens à la rue. ITALIE : Troisième congrès de la LCR.	
24	ETATS-UNIS	La longue grève des travailleurs du local P.9	Claude DEVILLIERS

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

[illegible]

Numéro et Rue _____

Commune

[illegible]Réabonnement ☐Abonnement ☐

Inprecor, revue bimensuelle éditée par Presse-Edition-Communication (PEC)

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France

Directeur de publication : Christian Lamotte

Commission paritaire numéro 59117. ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie

Solidarité d'urgence face à la répression

LA vague d'arrestations qui a accompagné l'instauration de l'état d'urgence sur tout le pays le 12 juin dernier est plus massive et plus étendue que les détentions en série qui avaient eu lieu à partir de l'été 1985. Cela ressort clairement des premières enquêtes faites sur le nombre et les noms des personnes détenues depuis le 12 juin et que l'on estime actuellement à 4 500 environ.

Dès la mi-juin, une première liste portant sur 1 034 détenus a été établie par le Comité de soutien des parents de détenus (DPSC) et publiée dans l'hebdomadaire sud-africain *Weekly Mail* du 20 juin dernier. Il y est précisé que cette nouvelle vague de détention est plus importante que la précédente sous trois aspects : le nombre des organisations touchées est plus grand, le nombre de petites villes et de zones rurales concernées est plus important, enfin la répression est plus massive et vise aussi bien les dirigeants centraux que les shops stewards (délégués d'ateliers) et les membres des comités de rues.

Il ressort de ces premières constatations que les militants des associations communautaires dont bon nombre sont regroupés dans le Front uni démocratique (UDF), ont payé un lourd tribut à la répression. Mais de plus, cette fois-ci, le mouvement syndical s'est trouvé aussi directement attaqué.

Tous les courants du mouvement de lutte contre l'apartheid sont impliqués dans la répression. De nombreux membres d'associations civiques des townships, les sympathisants du Congrès national africain (ANC), les membres du Front uni démocratique (UDF), des syndicalistes du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) ou du Conseil des syndicats d'Afrique du Sud (CUSA), des militants de l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO) et d'autres courants politiques, tel est le large éventail des organisations visées par la répression. Le caractère massif des arrestations et l'extension géographique des zones touchées illustrent à contrario l'importance de l'enracinement social du mouvement de lutte contre l'apartheid. Le régime ne semble d'ailleurs pas vouloir en rester là. Le gouvernement Botha a déjà annoncé son intention d'inculper 780 personnes arrêtées, ce qui lui permettrait de leur infliger des peines d'emprisonnement beaucoup plus longues encore que la détention prévue par l'état d'urgence.

Que le pouvoir se lance aujourd'hui dans une telle répression, quelques mois seulement après la levée de l'état d'urgence régional, voilà qui reflète l'impuissance de la précédente vague répressive à faire reculer durablement le mouvement de masse. Le gouvernement Botha s'est certes donné d'autres moyens le 12 juin dernier. Mais l'ampleur déjà atteinte par la mobilisation populaire fixe des bornes à l'efficacité des manœuvres politiques que le régime entreprend afin de profiter de la situation pour modifier sans heurts certaines dispositions de l'apartheid et donner corps à certains de ses projets institutionnels.

La résistance à l'état d'urgence s'organise. Passé un premier moment de difficultés liées à l'ampleur des arrestations de nombreuses réunions clandestines se sont tenues pour organiser la résistance. C'est ainsi que les dirigeants du COSATU se sont rencontrés et que ceux du Syndicat national des mineurs (NUM) ont décidé des débrayages dans certaines mines pour réclamer du patronat qu'il intervienne auprès du gouvernement afin d'obtenir la libération des leaders syndicaux emprisonnés.

Le 8 juillet dernier, 1 200 mineurs noirs ont cessé le travail à la mine de diamant Finsch près de Kimberley tandis qu'un représentant de la compagnie De Beers reconnaissait que 2 000 mineurs avaient fait grève une semaine plus tôt dans quatre autres mines. Au total, 16 000 mineurs auraient ainsi participé à ces actions. De son côté, le syndicat de la métallurgie, membre du COSATU, le MAWU, a engagé une

action en justice contre le gouvernement.

Il semble que la stratégie déployée par le mouvement syndical soit de faire pression sur la fraction la plus sensible du patronat pour qu'elle dénonce les arrestations de militants syndicaux et réclament leur libération. Le COSATU aurait aussi envisagé une action pour la mi-juillet si les dirigeants n'étaient pas libérés. La place que prendra le mouvement syndical dans la lutte contre l'état d'urgence constitue un test important de ses capacités organisationnelles.

Par ailleurs, le mouvement communautaire organise aussi la résistance de son côté. Le 13 juin, trois dirigeants de l'UDF ont tenu une conférence de presse dans laquelle ils ont annoncé entre autres que les Noirs de Port Elizabeth allaient lancer un boycott des loyers pour protester contre l'état d'urgence.

Face à cette vague d'arrestations et à ce début de résistance populaire, la solidarité internationale avec la lutte des masses noires d'Afrique du Sud doit s'élargir sans tarder. Elle se doit d'être unitaire et de prendre en compte le fait que l'ensemble des courants en lutte contre l'apartheid sont aujourd'hui touchés par la répression. La mobilisation de solidarité doit se fixer comme tâche centrale la libération de tous les prisonniers politiques, la levée de l'état d'urgence et la dénonciation de la complicité des gouvernements occidentaux.

Des initiatives de masse ont déjà été réalisées comme aux Etats-Unis ou en Grande Bretagne. Le 28 juin dernier à Londres, s'est déroulée une manifestation de 250 000 personnes, ce qui représente la plus importante mobilisation anti-apartheid de toute l'histoire de ce pays. Les initiatives de solidarité peuvent recourir à des formes très diverses d'action. Les campagnes pour les sanctions à l'encontre du régime sud-africain prennent en général des formes spécifiques suivant les pays.

Une solidarité plus immédiate encore peut se manifester par le refus de charger ou de décharger certains bateaux en provenance ou à destination du régime de l'apartheid, par le blocage de l'expédition de certaines pièces de rechange pour les industries sud-africaines. Les méthodes d'actions imaginatives mises en œuvre pour d'autres mobilisations sont à réinvestir sur le terrain de la solidarité avec les Noirs d'Afrique du Sud. Des tracts de solidarité peuvent être introduits dans des chargements à destination de l'Afrique du Sud pour montrer aux masses noires qu'elles rencontrent la sympathie du mouvement ouvrier et démocratique international.

Le mouvement syndical sud-africain étant une cible de la répression, le mouvement syndical international doit développer des actions particulières à ce niveau. Les sections syndicales des entreprises ayant des filiales en Afrique du Sud doivent s'enquérir des identités des militants syndicaux ou ouvriers arrêtés dans ces filiales afin de mener des campagnes précises de parrainage de détenus et obtenir une condamnation de la répression par la direction de leurs entreprises. Des motions syndicales de condamnation des arrestations et de soutien aux emprisonnés sont à faire adopter dans les sections syndicales, les syndicats et les congrès du mouvement syndical. Là où le terrain semble propice à de telles actions, le mouvement ouvrier peut s'engager plus avant et organiser, comme cela a été fait dans certains pays à l'occasion de la lutte antimissile, des grèves symboliques de solidarité.

Les manifestations de solidarité pour accompagner le mouvement de résistance des masses noires et desserrer l'étouffement du régime sud-africain consistent une tâche de première urgence pour le mouvement ouvrier et démocratique international. ■

« INPRECOR »,
10 juillet 1986.

Crossroads et la bataille des townships

I L y a quelques semaines, avant l'instauration de l'état d'urgence par le gouvernement de Pretoria, de sanglants affrontements ont opposés entre eux les habitants du township de Crossroads près du Cap, faisant des dizaines de morts et des dizaines de milliers de sans abri. Cette bataille a été mise à profit par le régime pour accélérer le déplacement des habitants de Crossroads vers une zone de résidence plus éloignée de la ville du Cap, Khayelitsha.

Les autorités se sont en effet empressées de raser ce qu'il restait des bidonvilles après la bataille et le ministre Chris Heunis a tenu à préciser qu'« il n'y a aucune possibilité que les gens reviennent à Crossroads ».

Cette situation a aussi été utilisée dans la propagande offi-

cielle pour justifier le recours à l'état d'urgence. Mais au-delà même de leur manipulation policière, les conflits de Crossroads révèlent quelques-unes des divisions à l'œuvre au sein de la communauté noire opprimée sur lesquelles le régime entend jouer. Ainsi l'apparition du phénomène des « vigilants », ces milices noires conservatrices, a dépassé le cadre de Crossroads, même si c'est là que les affrontements à mettre à leur passif furent les plus violents et les plus dévastateurs.

Ces événements reflètent un aspect particulier des problèmes auxquels est confronté le mouvement de masse anti-apartheid dans la phase actuelle de son développement, et que la répression gouvernementale liée à l'état d'urgence ne contribuera sans doute pas à aplanir.

Tony ROUX

Le township de Crossroads a longtemps été le symbole de la résistance des Noirs aux projets gouvernementaux en matière d'urbanisation. Apparu en 1975 comme une zone « illégale » de résidence, Crossroads s'est imposé face à la répression. Le bidonville a donc vu rapidement le nombre de ses habitants augmenter pour atteindre environ cent mille personnes, si l'on additionne les résidents du township principal ou vieux Crossroads et ceux des zones périphériques (KTC, Nyanga Bush, Nyanga Extension et Portland Cement Works) ou nouveau Crossroads.

Pour lutter contre l'expulsion, les résidents s'étaient donné un comité. Celui-ci va progressivement être dominé dans le vieux Crossroads par des individus surtout soucieux de leur intérêt personnel. Les élections au comité de résident de février dernier, auxquelles ne participèrent que 5 000 personnes, sont considérées comme totalement anti-démocratiques par les militants anti-apartheid. Elles furent un paravent pour masquer la main mise autoritaire sur le township de deux personnages, Johnson Ngxobongwana et Sam Ndima, que l'on retrouvera en tant que promoteur des groupes de vigilants. Exerçant un pouvoir qui se veut sans partage sur la population du vieux Crossroads, ces individus sont aussi accusés d'empocher chaque mois entre 5 000 et 40 000 rands (environ 15 000 à 120 000 francs) provenant des loyers d'un rand qu'ils prélèvent par chef de famille (1). On comprend mieux dès lors les motivations qui les ont conduits à prendre la tête d'un groupe de vigilants pour s'opposer à l'influence des organisations civiques comme le Congrès de la jeunesse du Cap (CAYCO), membre de l'UDF, ou comme le Congrès uni des femmes (UWC).

Les récents affrontements ont mis aux prises des milices de vigilants conser-

vateurs recrutés dans le vieux Crossroads contre les « camarades » des organisations progressistes surtout implantées parmi les squatters des townships périphériques (2).

Les vigilants de Crossroads sont connus sous le nom afrikaner de « witdoeke », du fait des brassards blancs qu'ils portent en guise de reconnaissance. Véritable milice conservatrice, ils sont responsables des affrontements et des nombreuses exactions qui les ont accompagnées. Des milliers de maisons des habitants du nouveau Crossroads ont été saccagées et des dizaines de personnes assassinées ; les militants et les responsables des associations civiques anti-apartheid étant les cibles privilégiées des assaillants. En quelques semaines, leur action est parvenue à atteindre un objectif longtemps poursuivi en vain par le régime et ses forces de police, en faisant fuir des dizaines de milliers d'habitants du ghetto.

LA BATAILLE DE CROSSROADS

Dans cette bataille qui a tourné à leur avantage, les « witdoeke » ont bénéficié de l'aide et de la collaboration de la police sud-africaine. De nombreux témoignages l'attestent. L'un des dirigeants d'une des associations civiques du nouveau Crossroads a ainsi déclaré devant un tribunal que les chefs des vigilants s'étaient vantés avoir reçu deux cents armes à feu des mains de la police. Un reportage publié dans *Weekly Mail* du 13 juin rapporte les faits suivants : « A la suite de la destruction par les vigilants — les « witdoeke » — des camps de squatters de Nyanga Extension, Nyanga Bush et Portland Cement Works, la crainte s'est répandue que KTC, un camp d'environ 20 000 personnes au cœur de Nyanga, soit la prochaine cible (...) Le lundi de cette semaine (7 juin, ndlr.), suivant une opération militaire minutieusement planifiée, la police et les vigilants ont fait mouvement sur KTC. Avec la police en avant,

les vigilants ont d'abord attaqué le centre Zolani, point central de distribution de l'aide aux 33 000 réfugiés laissés sans abri par trois semaines de destruction des camps périphériques de Crossroads ». L'enquête de la Cour suprême a fait apparaître des témoignages concordants prouvant que les représentants du vieux Crossroads avaient réclamé l'aide de la police avant de lancer leurs attaques contre les camps de squatters. Dès avril dernier, des réunions ont eu lieu sur ce thème avec des représentants de la police. Un brigadier, dénommé Strydom, aurait en cette occasion déclaré que la loi autorisait les vigilants à s'armer pour se protéger des « camarades ».

Selon le président du CAYCO, Roseberry Sonto, les affrontements de Crossroads, ne sont pas un conflit « idéologique », mais une bataille entre « les organisations progressistes de la communauté » et les « vigilants corrompus » de Johnson Ngxobongwana « agissant de concert avec la police ». « Le gouvernement a trouvé, précise le président du CAYCO, que la seule voie pour détruire Crossroads et forcer les gens à se déplacer à Khayelitsha était d'organiser ces dirigeants corrompus comme Ngxobongwana et ses partisans contre les organisations populaires de la communauté » (3).

Même si c'est à Crossroads qu'ils ont été de loin les plus violents et dévastateurs, de tels affrontements ne constituent pas pour autant un fait isolé. Des événements comparables se sont produits dans d'autres townships, qui posent aux associations anti-apartheid des problèmes particuliers en matière d'autodéfense et d'auto-organisation.

Ces violences mettent généralement

1. *The Economist*, Londres, 31 mai 1986.

2. « Camarades » est l'appellation que se donnent les jeunes radicaux, membres des associations civiques ou des organisations des jeunes des townships et qui sont souvent partie intégrante du Front uni démocratique (UDF).

3. *Weekly Mail*, 23 mai 1986.

aux prises, d'un côté, des groupes de vigilants et, de l'autre, des membres des associations progressistes en lutte contre l'apartheid ou en conflit avec les autorités des bantoustans. Ces affrontements reflètent en réalité les inégalités de développement des niveaux de conscience et de mobilisation des masses populaires.

Véritables batailles des townships ces confrontations renferment un enjeu capital : le contrôle des ghettos où s'entassent des millions de Noirs à la périphérie des villes blanches, et le contrôle des populations dans les bantoustans. Cet enjeu apparaît d'autant plus fondamental si l'on considère que toute modification gouvernementale des formes actuelles de discrimination raciale en matière d'urbanisation et de circulation dans le pays va de pair avec l'institution de formes plus raffinées de contrôle politique des concentrations résidentielles des Noirs.

LA MONTÉE DU PHÉNOMÈNE DES VIGILANTS

Ces heurts violents ont commencé l'année dernière à la suite d'une chasse aux opposants lancée par des groupes de vigilants et les services de sécurité des autorités de certains bantoustans. Connus sous des appellations locales diverses (A-Team, Pakhatis, Amabutho), ces milices conservatrices se sont fait une spécialité d'agressions des dirigeants d'associations civiques, de meurtres, d'enlèvements et même d'attaques contre des cortèges funéraires.

Certaines associations civiques anti-apartheid ont été littéralement décapitées par cette répression sélective venue à point nommé seconder l'action des forces de police. Des communautés noires autrefois unies dans des luttes contre les atta-

ques du régime (mesures de déplacement, hausses de loyer...) se sont divisées dans ces conflits violents. Dans certaines des zones qui ne furent pas soumises à l'état d'urgence régional décrété en juillet 1985, l'action des vigilants a été d'une redoutable efficacité pour désorganiser les associations du mouvement de masse local. Alors que dans d'autres zones, au contraire le quadrillage policier avait l'effet inverse et contribuait à ressouder les rangs des communautés noires. L'action des vigilants a donc eu son rôle dans l'inégalité de développement de la mobilisation populaire contre le régime.

Au-delà des particularismes locaux, ces groupes de vigilants sont mûs par une commune volonté de rétablir dans les townships un ordre interne que l'agitation des deux dernières années et l'entrée massive en rébellion de la jeunesse ont passablement perturbé. Le maire de Thabong, zone située à 250 kms au Sud de Johannesburg, qui est le chef d'un groupe de Pakhatis, aurait ainsi exprimé ce sentiment en déclarant : « *Des patrouilles sont organisées sous la direction des membres du conseil municipal. Elles sont inspirées par le vieil adage "qui aime bien châtie bien". Toutes les réunions de lanceurs de pierres potentiels et d'incendiaires ont été dispersées (...). Les résultats sont satisfaisants* » (4).

Commises au nom du retour à l'ordre, ces violences bénéficient à la fois de la mansuétude des juges qui se refusent le plus souvent à condamner les vigilants malgré les témoignages des victimes, et de la passivité, voire du soutien de la police. Les témoignages des victimes sont nombreux et concordants à ce sujet. Par exemple, à Queenstown, une zone habitée par des métis, les commandos locaux ont été entraînés et équipés par la police sud-africaine, puis intégrés à la po-

lice municipale.

Des membres des groupes de vigilants se sont vantés en public et en toute impunité de leurs liens avec la police ou de leurs crimes. L'un d'eux déclarait au reporter du *Star* en janvier dernier : « *Nous avons tué Mayisa (leader de l'Association civique de Léandra) et nous voulons voir Nkabinde mort (...). Ils sont responsables de nos échecs aux examens* » (5).

Nicholas Haysom de l'université du Witwatersrand a consacré une étude à la question des vigilants. Il en a conclu que « *dans certaines zones, l'attitude de la police semble avoir été celle d'un soutien actif aux vigilants. C'est le cas entre autres à Queenstown, Ashton, Fort Beaufort et Thabong. De plus, l'utilisation par les vigilants des moyens de transports des conseils municipaux est un exemple de l'aide des autorités à leurs activités* » (6). Le régime semble d'ailleurs désireux de tirer parti de ce phénomène qu'il contribue à attiser, notamment en institutionnalisant ces groupes armés noirs pour faire barrage aux opposants. Le ministre Chris Heunis n'a-t-il pas annoncé, il y a quelques mois, l'entraînement à cet effet de 5 000 gardes municipaux.

LES DIVISIONS DES COMMUNAUTÉS NOIRES

La bataille des townships ne se réduit pourtant pas à une simple conspiration policière, même si le rôle patent de la police a eu des conséquences dans son développement. Elle s'enracine aussi dans les clivages divers qui traversent la communauté noire que l'on a trop souvent tendance à considérer comme totalement homogène sous la domination de l'apartheid.

En même temps qu'elle semblait unir tous les Noirs contre le système en place, la flambée de révolte de ces deux dernières années a révélé certains de ces conflits d'intérêts. Elle a notamment mis en évidence les différents niveaux d'engagement dans la lutte contre le système et pour le boycott de ses institutions, auxquels sont disposées les diverses composantes de la population opprimée. Ces différenciations sont bien évidemment le résultat des évolutions institutionnelles (création des conseils municipaux, soutien aux autorités des bantoustans...) et économiques (développement d'une couche d'affairistes Noirs) de ces dernières années.

Les campagnes de désobéissance civique (refus de payer les loyers, boycott des élections aux conseils municipaux) qui ont accompagné la montée du mouvement de masse dans les townships ont contribué à marginaliser tous les

Confessions de vigilants

Abraham Zwane, un jeune chômeur de 19 ans, a avoué avoir été payé par les autorités pour participer à des agressions de militants anti-apartheid, qui ont conduit à la mort d'une femme de 31 ans et d'un enfant de trois mois. Abraham Zwane a été présenté à une conférence de presse de l'UDF fin mai dernier. Son témoignage est intervenu après des semaines d'attaques contre des opposants au régime, mises en œuvre par de mystérieux groupes de vigilants appelés les « *balaclava men* ». Zwane a reconnu qu'il avait été payé par la police pour participer à de telles exactions et notamment à l'incendie des maisons de plusieurs militants de Thokoza et Katlehong.

Zwane a été recruté par la police après avoir été arrêté pour une affaire de drogue. Il y a trois mois, il participa à une première exaction, ce qui lui rapporta 120 rands (soit environ 360 francs). Le jour de sa capture par des militants de l'UDF, Zwane avait été enrôlé par des agents de la police qui lui affirmèrent que le président Botha serait « *très heureux* » de voir « *éliminé* » Satch Chawe, un militant actif de la Ligue de la jeunesse de Katlehong (KYL). Accompagné de deux blancs, de trois policiers noirs, et de treize autres vigilants, Zwane et ses acolytes s'attaquèrent à l'aide de bombes incendiaires à une demi-douzaine de maisons de militants anti-apartheid de Katlehong.

Plusieurs témoignages de ce genre ont été rendus publics. L'hebdomadaire sud-africain *Weekly Mail* du 13 juin rapporte que deux jeunes élèves du secondaire, Frans Monyebodi et Solomon Maseko, ont reconnu avoir été recrutés par le maire de Tembisa, Lucas Mothiba, pour faire partie d'un groupe de vigilants. « *J'ai été entraîné à l'utilisation d'un fusil RI par un policier du bureau de l'administration de l'East Rand et Mothiba m'a donné 110 rands (environ 330 francs)* », devait déclarer Frans Monyebodi lors d'une conférence de presse. ■

4. *Sunday Star*, 9 juin 1985.

5. *Star*, 13 janvier 1986.

6. Nicholas Haysom, « *Mabangalala. The rise of right-wing vigilantes in South Africa* », Occasional paper, Center for applied legal studies, University of the Witwatersrand, Johannesburg, 1986.

Noirs participant aux institutions mises en place par le gouvernement. Ces agents administratifs ont été le plus souvent contraints de se démettre, de se placer sous la protection de la police ou ont fini brûlés vifs par le supplice du collier. A terme, le régime risquait ainsi de perdre le contrôle des townships, tandis que ces personnalités noires perdaient leur autorité et par là même une partie de leurs moyens économiques fondés sur le monopole du commerce de la bière ou les avantages que leur conféraient leurs responsabilités dans les conseils municipaux. Cette couche de privilégiés Noirs et de profiteurs s'oppose au développement du mouvement de masse. Son sort est lié au devenir des institutions mises en place par le régime pour les Noirs.

Le développement des associations civiques anti-apartheid et de l'auto-organisation des populations des townships a été ressenti comme une menace directe contre le pouvoir de cette catégorie de Noirs dont certains avaient pu jouer un rôle positif dans les luttes antérieures. Il n'est donc pas étonnant de retrouver des conseillers municipaux, des policiers noirs et leurs proches au premier rang des groupes de vigilants responsables des affrontements contre le mouvement de masse dans les zones urbaines. Ainsi, par exemple à Tumahole, qui est le premier township de la région à s'être insurgé contre les hausses de loyers en septembre 1984, le A-Team est composé essentiellement de membres de la police noire, de leur famille et de leurs amis.

En zones rurales, ce sont souvent les autorités des bantoustans qui ont pu jouer ce rôle. Le régime s'appuie sur les dirigeants des bantoustans pour faire pièce au développement de mobilisations dans ces régions. Une levée en masse des populations des zones rurales seraient en effet un coup terrible, voire fatal pour le pouvoir.

Enfin, dans la région du Natal la milice de l'Inkhata, le parti de Buthelezi, le chef du Kwazoulou, est intervenue à de multiples occasions contre des militants et dirigeants de organisations civiques dans les townships et contre le mouve-

ment syndical (7).

C'est dire si ce phénomène des vigilants peut être utilisé par le pouvoir pour endiguer la radicalisation de la mobilisation populaire et désorganiser le mouvement de masse. Le recours à l'état d'urgence, le 12 juin dernier, n'invalide pas définitivement cette tactique du pouvoir. D'autant que dans certains bidonvilles, ces groupes conservateurs ne se sont pas seulement imposés par la terreur. Ils ont pu parfois se gagner l'appui d'une partie de la population en mettant à profit ses réflexes traditionalistes, les conflits de génération, les différences de statuts des résidents en regard des dispositions de l'apartheid ou des réactions de rejet des excès commis au nom de la lutte par des groupes de jeunes incontrôlés. Ainsi à Léandra, une communauté autrefois unie se divisa suivant une ligne de clivage opposant ceux qui disposaient d'un droit de résidence en zone urbaine aux squatters. Les conservateurs de ce township réussirent à manipuler le ressentiment éprouvé par les premiers face aux confrontations régulières avec la police qui résultaient de l'engagement de l'association civique locale à défendre le droit de résidence des squatters. A Crossroads, les affrontements entre vigilants du ghetto principal et habitants des zones périphériques semble aussi avoir recoupé plusieurs niveaux d'oppositions : conservateurs contre progressistes, vieux autoritaires contre jeunes en révolte, anciens résidents contre squatters plus récents...

Dans d'autres situations, les conservateurs jouèrent des différences de situation entre d'un côté les travailleurs migrants originaires des zones rurales peu touchées par l'agitation et vivant dans des hôtels pour hommes seuls et de l'autre le reste des résidents du township animé par d'autres traditions de lutte. La complexité de la situation sud-africaine offre encore une multitude d'autre combinaisons possibles. Dans tous les conflits, l'attitude des différentes couches de la population noire est en partie conditionnée par la place respective qu'elles occupent dans le système hiérarchisé de ségrégation

raciale dont on oublie trop souvent qu'il est aussi un moyen de diviser les opprimés entre eux. Mais ces divisions n'annulent pas le sentiment, majoritaire chez les opprimés, d'exclusion du système qui résulte du maintien de l'apartheid et qui constitue le socle de la remontée du mouvement de masse ces dernières années.

Cependant la poussée de violence conservatrice mise en œuvre par les vigilants et venant s'ajouter à la répression du pouvoir pose au mouvement de masse un problème spécifique. Parce que ce phénomène est apparu sous des formes et avec des intensités différentes, le mouvement de masse n'a pas de réponse unifiée face à ce problème. Certaines associations civiques ont tenté de neutraliser ces groupes par une action en justice les dénonçant publiquement. D'autres ont eu recours à des pressions diverses (boycott des commerces, menaces de représailles) pour essayer de parvenir à ce résultat. Certaines ont combiné les deux méthodes.

Par contre, la nécessité d'organiser l'autodéfense des townships est apparue comme une tâche de plus en plus importante des associations locales. C'est ce qui ressort de la décision des habitants d'un bidonville de Soweto, même si cela semble rester pour l'instant un cas isolé. Dans un communiqué rendu public au mois de mai dernier, l'Association civique de Soweto (SCA) affirmait que, suite aux multiples attaques de la police et des hommes de main des conseillers municipaux, il ne restait pas d'autre option *« que de nous défendre et que c'est dans ce contexte que nous appuyons la décision des résidents de former des unités d'autodéfense »*.

Tony ROUX,
6 juillet 1986.

7. L'Inkhata a récemment impulsé la création d'un « syndicat », l'UWUSA, dont la plupart des dirigeants sont des affairistes noirs, membres des institutions du Kwazoulou (cf. Inprecor numéro 220, 26 mai 1986).

Crossroads après l'attaque des vigilants. (DR)



D'Alexandra à Mamelodi

La diversité des formes d'organisation du mouvement de masse

ALEXANDRA, Mamelodi, le Kwandebele : deux townships et un bantoustan, trois aspects bien différents des luttes en cours en Afrique du Sud. En filigrane de la description des formes diverses d'organisation des masses opprimées dans ces trois cas apparaissent certains des problèmes de coordination et de centralisation qui se posent aujourd'hui aux forces ouvrières et populaires en lutte contre

l'apartheid.

L'instauration de l'état d'urgence modifie sans doute les données de la situation, mais il ne gomme pas pour autant cette diversité des mobilisations. La répression constitue une nouvelle mise à l'épreuve des capacités de résistance, d'enracinement et d'organisation des diverses composantes du mouvement de masse. ■

Nathan PALMER

Alexandra est l'un des grands townships au nord de Johannesburg. Il compte plus de 100 000 habitants et s'était déjà illustré durant les années 1940 et 1950 lors des campagnes contre le « pass » (passeport intérieur) et lors des boycotts de bus. A nouveau, dans les années 1970, Alexandra se dressa contre la décision gouvernementale de détruire au bulldozer cette « tache noire » (1), comme cela a été fait pour le célèbre district Six au Cap, afin d'y construire des foyers pour hommes seuls (travailleurs migrants). La décision sera finalement rapportée en 1979.

ALEXANDRA, UN TOWNSHIP PROLÉTARIEN

En février 1986, une « guerre des six jours », entamée lors des funérailles d'un militant de l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO), y a fait au moins 27 morts et des centaines de blessés. Entre le 15 et le 22 de ce mois-là, les rues d'Alexandra ont vu se multiplier les barricades et les engins blindés de l'armée venus pour les démanteler. Depuis le 23 avril, l'armée campe dans le stade du township. Le bilan depuis le début de l'année est de 80 morts, selon les résidents.

Mais si cette cité noire est célèbre, c'est aussi parce que le degré d'organisation de sa population y est particulièrement élevé. Dans cette ville, après de nombreuses réunions de résidents, des structures locales d'auto-organisation ont commencé à apparaître : comités de pâtés de maisons, de rue. Ces structures ont rempli un vide. Si les institutions officielles mises en place par le régime (conseils municipaux des townships) se sont effondrées faute de collaborateurs locaux, la mobilisation n'avait pas encore pris de caractère centralisé ni fait germer des structures alternatives. Donner une direction à ce bouillonnement général, telle a été la tâche du Comité d'action d'Alexandra (AAC) qui a pris en charge la coordination des structures de base dans le township.

Mais le Comité ne s'est pas cantonné à cette coordination. Il a permis l'ébauche d'un contre-pouvoir qui, s'il ne menace pas militairement le régime de Pretoria, a acquis une légitimité aux yeux des

résidents et une autorité qui ne peut lui être enlevée que par une répression massive.

L'AAC dirige les affaires du township, traite des problèmes politiques et sociaux qui se posent. Il s'est penché sur la question du chômage. S'il ne détient pas toutes les clés du problème, l'AAC apporte au moins une réponse à l'organisation de ce secteur, là où même le mouvement syndical dans son ensemble n'a pas pu aller beaucoup plus loin. L'une des idées de l'AAC est de créer des coopératives pour chômeurs dans chaque rue d'Alexandra, qui pourraient ainsi réaliser des projets pour la communauté. De même pour ce qui est des problèmes de transport, de prise en charge et de prévention sanitaire pour les enfants, de secourisme, etc.

L'AAC dispose aussi de pouvoirs judiciaires par le biais de « tribunaux populaires ». La presse réactionnaire sud-africaine et internationale dépeint ces tribunaux sous le jour le plus sombre, comme si les tribunaux de la République sud-africaine, qui combinent les caractères de justice de classe et de justice de race, avaient quoi que ce soit d'exemplaire.

Chaque comité de rue dispose d'un pouvoir de décision à son niveau. S'il ne peut régler le problème qui lui est soumis, il porte l'affaire devant le comité à l'échelon supérieur, jusqu'au niveau du tribunal central d'Alexandra. Interrogé sur les verdicts que pouvait rendre ce tribunal, Moses Mayekiso (2), président de l'AAC et secrétaire général du syndicat de la métallurgie (MAWU), répond : « Ici à Alexandra, c'est un problème, car à quoi peut-on condamner quelqu'un ? Nous ne croyons pas aux châtiments corporels (3), mais nous avons eu la chance que tout le monde respecte les décisions prises jusqu'ici, quelles qu'elles soient. Si une personne respecte le jugement, il n'y a pas besoin d'une punition. Nous avons discuté des punitions pour les gens qui ne respecteraient pas une décision, mais sans aboutir. Le "collier" (4) ne sera jamais infligé, parce que pour nous ces tribunaux ont une fonction d'éducation. Ils sont là pour politiser l'accusé. Par ici, la plupart des crimes sont dûs au système capitaliste et de l'apartheid. Alors nous expliquons à l'accusé qu'il ne doit pas se laisser utiliser par eux. » (5)

L'exemple d'Alexandra présente des différences notables avec ce qui peut se passer dans d'autres townships, où des

actions incontrôlées ont fait parfois des victimes dans le camp même des opposants à l'apartheid. Ces différences tiennent entre autres à la composition sociale du township d'Alexandra. Essentiellement composé de travailleurs, pour beaucoup syndiqués au MAWU, on n'y rencontre pas ces hommes d'affaires noirs, dont les villas cossues donnent deux visages à Soweto, celui d'un bidonville et celui d'un quartier résidentiel.

A Alexandra, ce sont très souvent des délégués syndicaux qui ont été élus dans les comités locaux. Ils apportent à l'AAC les méthodes d'organisation démocratique que se sont données les syndicats indépendants : élections annuelles, responsabilités nominales, etc. Le caractère prolétarien est encore attesté par l'existence de commissions de l'AAC chargées de favoriser l'organisation des travailleurs dans les entreprises où n'existent pas de telles structures.

Le Comité d'action d'Alexandra a déjà connu des épreuves de force avec les autorités, notamment lorsqu'il s'est agi d'organiser des funérailles de masse pour les victimes de la violence policière. A chaque fois, c'est lui qui est apparu comme la structure représentative des habitants du township.

Mamelodi est un autre township, situé à l'est de Pretoria et regroupant environ 120 000 habitants. Sa création re-

1. Ces taches noires (black spot) représentent l'une des catégories de terres occupées par des Noirs, dont les habitants sont menacés de déplacement du fait qu'elles sont situées en zone réservée aux Blancs par la législation foncière.

2. Pour donner une idée de la popularité de Mayekiso, il suffit de rappeler qu'à la suite de son arrestation en mars dernier eut lieu une grève de solidarité dans l'industrie métallurgique réclamant sa libération qui survint quelques jours plus tard. Environ 58 % des membres du MAWU dans le Transvaal ont ainsi cessé le travail, le 5 mars 1986, pour une durée variant d'une demi-heure à une journée. Certains des travailleurs non membres du MAWU ont aussi fait grève. A la suite de l'établissement de l'état d'urgence le 12 juin dernier, Mayekiso a été de nouveau arrêté au retour de son voyage en Suède.

3. Les châtiments corporels, encore en usage dans les écoles noires, sont souvent infligés aux « totsis », délinquants des townships.

4. La méthode d'exécution dite du collier (necklace) consiste à enflammer un pneu arrosé d'essence qui a été placé autour du corps de la victime.

5. Interview publié dans *SA Metal Worker*, numéro 2-3, juin 1986.

monte à 1953, quand le gouvernement, trois ans après l'introduction du Group Area Act sur la répartition raciale des lieux de résidence, a déplacé d'office les habitants de Lady Selbourne, Eastwood et Riverside, trois « tâches noires » autour de Pretoria.

LES CAMPAGNES DE NETTOYAGE DE MAMELODI

Par la suite, et notamment à partir de 1981, le gouvernement a souhaité en faire le lieu de résidence d'une couche moins défavorisée de Noirs urbanisés. C'est ainsi qu'a été introduite la possibilité, pour les Noirs, d'obtenir des baux de 99 ans pour les maisons mais, en 1984, seulement 201 maisons avaient été vendues à ces conditions. Le Vukani Wulamehlo People's Party (VVPP), qui avait fait campagne pour une baisse des loyers et des charges lors des élections municipales de 1983, avait gagné un peu de crédit lorsqu'il parvint à la tête de la municipalité (6). Mais très vite, le parti de Bennet Ndlazi l'a vu fondre, du fait de sa collaboration avec les structures officielles. Ce déclin alla de pair avec la montée de l'activité du Comité d'action de Mamelodi (MAC), affilié au Front démocratique uni (UDF), et du Conseil des étudiants sud-africains (CO-SAS), organisation regroupant des étudiants noirs, interdite en août 1985.

Le 21 novembre 1985, 50 000 résidents manifestèrent contre les hausses du loyer annoncées par la municipalité. La police va se déchaîner contre cette protestation pacifique. Le bilan sera d'au moins 13 morts et de plusieurs centaines de blessés. A partir de là, la grève des loyers va se développer. Plusieurs conseillers municipaux avaient déjà démissionné, cédant ainsi à la pression du boycott de leur commerce ou à la menace d'incendie de leur maison. L'action des forces de répression, ce 21 novembre 1985, a probablement contribué à souder la population du township autour des jeunes militants les plus radicaux.

Les forces de police municipales étant encore en cours de formation, la municipalité du VVPP a demandé aux forces de l'ordre de rester pour « contrer le règne de la terreur provoqué par de jeunes Noirs ». Les jeunes en question, ce sont les militants de l'Organisation de la jeunesse de Mamelodi (MAYO), formée pour l'essentiel de jeunes chômeurs qui se trouvent à la tête de la mobilisation anti-apartheid dans ce township.

Depuis un an, ils se consacrent à une campagne de « nettoyage », visant à mettre un terme à l'activité de bandes de délinquants, coupables de vols, de viols, de meurtres, etc. Ils ont aussi organisé le ramassage des ordures ménagères et ont construit des parcs pour la communauté auxquels ils ont donné les noms de Mandela ou d'Oliver Tambo, deux dirigeants du Congrès national africain (ANC). Ces militants s'en sont aussi pris aux personnes accusées de collaborer avec la police.

Moins organisées qu'à Alexandra, les structures de base de Mamelodi ont donné naissance à des comités de discipline



Mobilisation populaire pour les funérailles d'un militant anti-apartheid. (DR)

et à des tribunaux populaires. Dans le numéro 41 d'avril 1986 de la revue sud-africaine *Work in Progress*, un militant du MAYO explique le fonctionnement de ces structures : les tribunaux populaires ne sont pas des structures permanentes, mais ils sont réunis quand se présente un problème. Ils se composent du délégué de section du MAYO (il en existe un par rue) et comprennent de 20 à 30 personnes. Tout le monde peut y participer. Une cour d'appel fonctionne tous les dimanches. Les comités de discipline sont « une sorte d'aile du MAYO, destinée au maintien de l'ordre et de la discipline. Nous essayons d'implanter des branches dans chaque quartier de Mamelodi. Chaque branche aura 10 membres élus. Nous voulons montrer aux gens quelle ligne politique suivre et quels sont leurs droits. »

Quant à la philosophie générale de ces structures, elle est résumée par un militant du MAYO qui affirme : « L'accusé peut amener autant de témoins qu'il veut. L'objectif est de réhabiliter une personne. La cour d'appel se réunit tous les dimanches. Nous n'essayons pas de détruire les gens. » Toutefois plusieurs bavures ont eu lieu à Mamelodi comme dans d'autres townships. Celles-ci sont souvent le fait de jeunes désœuvrés, incontrôlés. Interrogé sur le problème des personnes victimes d'exécutions sommaires par le système du « collier », un militant du MAYO répond : « Nous ne l'encourageons pas, comme c'est écrit dans nos statuts. Le comité n'y a pas recours, mais cela arrive parfois dans la communauté. C'est un exemple. Les gens doivent être jugés. »

LA « GUERRE D'INDÉPENDANCE » DU KWANDEBELE

Dans le nord du pays, et plus précisément dans le nord du Transvaal, les affrontements ne cessent de s'amplifier, à mesure que l'on se rapproche du 11 décembre, date à laquelle est prévue l'accession du Kwandebele à l'indépendance.

Ce serait alors le cinquième bantoustan à accomplir cette mascarade, après le Transkei, le Venda, le Ciskei et le Bophutatswana. Depuis le mois de mai, la presse sud-africaine commence à parler de la « guerre d'indépendance », guerre dans laquelle la population se mobilise pour re-

fuser ce statut croupion de citoyen d'un pseudo-Etat indépendant.

Dans ce territoire aride, poussiéreux, les affrontements ont fait rage entre, d'un côté, la population, et de l'autre, la police et l'armée. Mais on a aussi vu l'intervention du groupe des « vigilants » de l'Umbokotho, milice du cabinet ministériel du Kwandebele. Le cabinet a interdit les meetings d'opposants à l'indépendance, et l'un des ministres, Fanie Mahlangu, a expliqué qu'il avait la situation bien en main, ce qui semble tout sauf évident.

La situation de la mobilisation populaire dans les townships d'Alexandra et de Mamelodi, ainsi que dans le bantoustan du Kwandebele, illustre une partie de la disparité des formes d'organisation et de lutte des masses noires. D'un bout à l'autre du pays, le rejet de l'apartheid, de ses institutions et de toute collaboration avec ses principes et ses structures est massivement ressenti. Mais suivant les traditions locales d'organisation et selon les différences sociologiques des diverses régions d'un township — entre un township essentiellement ouvrier et un bantoustan en zone rurale —, la radicalisation ne s'exprime pas de la même façon. Les structures de lutte issues de cette mobilisation, quand elles sont mises en place, n'ont pas forcément de caractère permanent. Aucune organisation n'est pour l'instant capable d'étendre au sein d'une même province, et a fortiori à l'échelle du pays entier, les expériences qui se réalisent localement. C'est un élément qui pèse dans les difficultés de centralisation des mobilisations.

Si elles ne représentent pas encore l'émergence d'une véritable situation de double pouvoir, ces expériences sont néanmoins le reflet de la maturation politique que connaissent les masses noires. L'avenir dira si une généralisation des formes d'auto-organisation les plus avancées se produira, qui donnera sa véritable dynamique à la révolution sud-africaine. ■

Nathan PALMER,
4 juillet 1986.

6. C'est sans doute cette histoire un peu particulière du VVPP et ses promesses électorales qui expliquent le pourcentage important de participation aux élections municipales de 1983 (27,79 %) en comparaison des autres townships.

Forces et faiblesses de l'avant-garde syndicale

DÉPUIS la première grève des cheminots de la fin janvier, la Belgique a connu quatre mois de mobilisations ouvrières contre les attaques du gouvernement Martens-Gol, qui ont culminé avec la manifestation massive du 31 mai à Bruxelles à l'appel de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), le syndicat socialiste (1). Mais la FGTB n'a pas utilisé cette manifestation comme tremplin pour lancer le mot d'ordre de grève générale. Au contraire, elle a accordé deux semaines au gouvernement, pour savoir si ce dernier était prêt à faire des concessions, tout en menaçant de reprendre, le cas échéant, la lutte après ce délai, c'est-à-dire ... en plein été ! Autant dire que toute mobilisation était ainsi reportée jusqu'en septembre.

Cela ne signifie pourtant pas que tout est fini. Au contraire, la situation en septembre sera ouverte. En effet, la Confédération des syndicats chrétiens (CSC), le syndicat chrétien, sous

la pression des attaques du pouvoir et des mobilisations de la FGTB, a posé des exigences qui sont incompatibles avec la cohésion financière des projets gouvernementaux et avec la cohésion politique du cabinet Martens lui-même. Or, sans l'appui de la CSC, ce gouvernement ne peut tenir.

La rentrée sociale de septembre nécessitera donc sans doute de traiter de nouveau de l'état des luttes ouvrières contre l'austérité en Belgique. D'ici là, il est intéressant d'analyser les problèmes auxquels l'avant-garde ouvrière s'est trouvée confrontée ces derniers mois, et comment elle a essayé de les résoudre. Nous proposons cette analyse dans l'article ci-dessous, ainsi que dans deux documents, l'un concernant la question des comités de grève dans les mines du Limbourg et l'autre les caractéristiques de la mobilisation dans la région du Centre (province du Hainaut).

Frank SLEGERS

Un vieux proverbe du monde politique belge dit qu'on ne peut pas gouverner contre les syndicats. Avec une classe ouvrière socialement puissante, syndiquée à 70 ou 80 %, et virtuellement à 100 % dans les grandes entreprises, le mouvement syndical, sans se situer explicitement sur le terrain politique, a toujours eu un poids politique considérable, concentré notamment dans des secteurs comme les grandes entreprises de la métallurgie wallonne.

LE SYNDICALISME DES BASTIONS ET SES PROBLÈMES

Cette situation a donné naissance à un certain type de comportement syndical. Quand ça ne va pas, les délégations syndicales des grandes entreprises, les bastions syndicaux, mettent leurs troupes en mouvement pour exercer une pression sur les instances syndicales qui légitiment le mouvement et ainsi l'élargissent. C'est encore sous cette forme, et notamment à partir de la métallurgie liégeoise et de Charleroi, qu'ont démarré les premières grandes mobilisations contre le gouvernement Martens-Gol en 1982. A partir de cette expérience, le réflexe caractéristique d'un militant syndical belge combatif est de construire à l'usine un syndicalisme solide et de combat, afin de peser à travers l'action sur les instances syndicales. C'est ce type de syndicalisme qui se développe également dans ce qu'on pourrait appeler les nouveaux bastions syndicaux, comme chez les cheminots par exemple. Mais les dernières mobilisations ont montré les limites de ce type de comportement syndical et, intuitivement, des syndicalistes d'avant-garde cherchent de

nouvelles voies.

Lorsque le gouvernement Martens-Gol remporte les élections de novembre 1985, qu'un nouveau cabinet gouvernemental, le sixième, est installé avec à sa tête Wilfried Martens, l'avant-garde ouvrière a été confrontée à deux problèmes.

Il était d'emblée évident que le gouvernement se préparait à lancer de nouvelles attaques très dures, mais il s'avéra rapidement que l'on ne se trouvait pas à la veille d'une nouvelle explosion sociale en réponse à ces attaques. En effet, les conséquences de la crise économique pèsent sur la classe ouvrière, mais pas seulement la crise ; les défaites du passé pèsent elles aussi. Déjà six mobilisations sociales importantes ont jalonné la vie politique

Mobilisation syndicale. (DR)

belge depuis la fin des années 1970. Mais ces luttes n'ont jamais abouti. Elles ont soit subi de véritables défaites, comme dans la deuxième moitié de 1982, quand le premier gouvernement Martens-Gol s'attaqua notamment à l'index, soit elles se sont arrêtées après avoir fait reculer une première fois le gouvernement, mais sans vraiment remporter une victoire totale, comme lors de la grève dans les services publics de septembre 1983.

Ces expériences font que les travailleurs ne sont plus prêts à se mobiliser sans que les conditions soient réunies pour ga-

1. Sur la récente vague de grèves en Belgique, cf. *Inprecor* numéro 223 du 7 juillet 1986.



La lutte dans les transports à Bruxelles

Les travailleurs des transports en commun de Bruxelles constituaient l'un des secteurs particulièrement visés par les projets gouvernementaux qui prévoyaient soit 600 licenciements, soit 10 % de diminution salariale, soit 6 semaines de chômage technique par an pour tous, soit une réduction du nombre de trams et de bus le matin avant 6 heures et le soir après 20 heures. Voilà l'arrière-plan qui explique que les délégués syndicaux soient allés, dans l'action, au-delà des mots d'ordre nationaux et que les transports publics aient été paralysés à Bruxelles à 100 % pendant deux semaines. A chaque réunion syndicale, des travailleurs intervenaient sur la nécessité de l'unité entre la FGTB et la CSC, entre Wallons et Flamands, entre les différents secteurs des services publics, entre le privé et le public. Plus personne ne voulait d'une nouvelle grève du genre de celle de septembre 1983, où les travailleurs des services publics avaient dû arrêter leur action après deux semaines, parce que le secteur privé ne suivait pas.

Pendant la grève du printemps 1986, des contacts ont été établis avec les agents des services publics de Liège et de Charleroi, mais ils furent malheureusement beaucoup moins nombreux avec ceux de Gand et d'Anvers. Cependant, après la manifestation du 31 mai dernier, les grévistes de Bruxelles ont dû constater que les mots d'ordre nationaux ne suivaient pas et que les cheminots de Charleroi, qui eux aussi étaient en grève depuis plusieurs semaines, avaient en conséquence arrêté leur mouvement. La majorité de l'assemblée générale des travailleurs des transports en commun de Bruxelles a donc décidé de suspendre la grève, tout en affirmant que le personnel inscrira son action dans le cadre des mots d'ordre nationaux de la FGTB.

Le succès de la participation à la grève s'explique en bonne partie par le fait que, du début jusqu'à la fin, elle a été dirigée en front commun syndical FGTB-CSC par les délégués des deux syndicats, y compris au moment où les directions syndicales centrales du secteur donnaient le mot d'ordre d'arrêter, mot d'ordre qui n'a pas été suivi.

Le mouvement de grève au niveau national a été arrêté après le 31 mai par la direction de la FGTB au nom des négociations qui commençaient alors à plusieurs niveaux, entre autres dans les transports publics, où un accord a été conclu pour le secteur Trams-voitures-autobus (TVA). A Bruxelles, cet accord a été rejeté par l'assemblée des travailleurs. Dans ce cas, l'arrêt de leur grève et la reprise du travail à Bruxelles n'exprimaient donc pas un appui au résultat des négociations, mais la conscience qu'il n'était pas possible de poursuivre seuls la grève au moment où, dans les autres secteurs, la direction syndicale donnait un coup d'arrêt aux mobilisations. ■

gner, c'est-à-dire avec un plan d'action crédible, des objectifs clairs, et un front commun syndical. Seuls des secteurs particulièrement menacés, comme les mineurs du Limbourg, ou les secteurs précis des services publics, font exception à cette règle mais ils ne peuvent pas remporter de victoire sans une mobilisation d'ensemble de la classe ouvrière.

Si les travailleurs d'avant-garde perçoivent de mieux en mieux la nécessité de chasser Martens-Gol, et donc de lutter dans un mouvement d'ensemble pour obtenir ce résultat, la masse des travailleurs dans les secteurs les plus en pointe dans la mobilisation était surtout poussée par des menaces directes qui pesaient sur leur secteur, ce qui donnait souvent un ton plus « revendicatif » que « politique » à la mobilisation.

UNE DIRECTION SYNDICALE AUX ABOIS

La définition d'un plan d'action crédible et la mise en avant d'objectifs clairs, cela suppose l'existence d'une direction syndicale capable d'agir avec force et cohésion. Mais c'est justement le contraire qui s'est passé, et cela va constituer le second problème auquel est confrontée

l'avant-garde ouvrière. La direction de la FGTB, qui du point de vue de la classe ouvrière possède la clé de la situation, est profondément divisée.

Fin décembre 1985, cette direction décide un plan d'action contre le gouvernement Martens-Gol, avec comme échéance une grande manifestation nationale. Mais, au début de l'année 1986, plusieurs mois se passeront sans que cette direction prenne la moindre initiative. Elle ne sera même pas capable de fixer la date de la manifestation nationale. Dans les instances, un climat de crise et de division s'installe alors. Finalement, c'est au congrès de la FGTB des 22 et 23 mars derniers, que la date de la manifestation nationale est enfin fixée. Mais cette initiative n'est déjà plus à la hauteur des exigences de la situation.

La centrale générale des services publics (CGSP), dont des secteurs sont en grève, s'impatiente et tire la FGTB en avant. Car, une nouvelle fois, ce sont les services publics (et les allocataires sociaux, les femmes et les jeunes) qui sont les victimes de choix du gouvernement. Mais les centrales syndicales du secteur privé sont moins inclinées à se mobiliser. Elles misent sur un accord interprofessionnel dans le privé, pour lequel des négociations

sont en cours avec le patronat. Celles-ci devraient maintenant se conclure à la mi-septembre.

Ces centrales syndicales du privé n'hésitent pas à faire signer par la FGTB, début 1986, un accord-cadre national avec le patronat, qui ouvre toutes grandes les portes des usines à l'introduction de la flexibilité du temps de travail. Cet accord, signé en pleine confrontation sociale, est une véritable trahison. Mais ce n'est pas seulement la division entre le secteur public et le secteur privé qui paralyse les appareils syndicaux, c'est aussi la division de la FGTB wallonne, entre son aile de la région liégeoise et celle de Charleroi.

La direction de la FGTB à Liège mise sur une alliance avec les ailes modernistes du patronat wallon, et dans cette perspective elle veut scinder le mouvement syndical en deux, selon les lignes de clivage communautaires, afin d'avoir les mains libres dans cette perspective. Tandis que la direction de la FGTB de Charleroi comprend qu'il faudra se défendre contre Martens-Gol, et que cela suppose l'unité d'action des syndicalistes flamands et francophones.

C'est ce genre de divisions qui traverse l'appareil de la FGTB et qui explique que la direction de la Fédération offrira, des mois durant, le spectacle lamentable de son impuissance à fixer la date d'une manifestation nationale, dont le principe avait pourtant été décidé et alors même que la tension sociale se faisait de plus en plus pressante. Après les échecs des mobilisations contre le précédent gouvernement et suite à la faillite de la stratégie électorale de la direction de la FGTB, voilà qui accroît évidemment la perte de prestige des directions syndicales.

DE NOUVELLES EXIGENCES

C'est à cette situation que se trouve confrontée l'avant-garde ouvrière. D'un côté, il existe plus que jamais le besoin d'un plan d'action d'ensemble clair et crédible. Et, de l'autre, l'on trouve une direction syndicale, notamment dans la FGTB, traversée par des divisions qui sont le reflet de la crise du réformisme sous l'effet de la crise capitaliste, et qui traduisent des questions politiques générales.

De ce fait, le mouvement de grève sera donc fort inégalement réparti. Les mineurs du Limbourg, menacés par la disparition d'un emploi sur deux dans les charbonnages, dans une province où déjà un travailleur sur quatre est au chômage, débrayent spontanément à la mi-avril et imposent leur grève aux directions syndicales. Mais les directions des centrales syndicales des mineurs cassent cette grève au moment même où démarre, début mai, la mobilisation dans les services publics, cette autre cible du gouvernement. Dans les services publics, des grèves de plusieurs semaines auront lieu, notamment dans les transports publics, tandis que d'autres secteurs connaîtront une mobilisation beaucoup plus lente.

Une région comme celle du Centre, dans la province du Hainaut, sera en grève

générale, à partir du 22 mai jusqu'à la manifestation du 31 mai, secteur public et secteur privé confondus. Mais en Flandres, le mouvement dans les entreprises du privé sera plutôt faible, vu le refus du syndicat chrétien de rejoindre la mobilisation et le refus des syndicats socialistes du privé de lancer des mots d'ordre d'action clairs.

Un mouvement inégal de ce genre pose évidemment beaucoup de problèmes. Les syndicalistes combattifs des secteurs en lutte doivent apprécier les rapports de forces dans leur ensemble et déterminer à partir de là une tactique vers l'ensemble du mouvement syndical, ce qui implique de s'attaquer aux questions politiques qui constituent la racine de la division et du désarroi des appareils syndicaux. Le simple jusqu'aboutisme dans l'action des secteurs les plus en pointe dans la lutte, en tablant sur l'effet d'entraînement sur le reste de la classe ouvrière, ne permet pas de résoudre ce genre de problèmes. Cela signifie aussi que les travailleurs les plus « radicaux » dans les secteurs en lutte n'ont pas forcément et spontanément une vision juste de la situation et des tâches. Les travailleurs d'avant-garde doivent donc développer une capacité d'aller, le cas échéant, à contre courant d'un comportement gauchiste de fait.

UNE PERSPECTIVE POLITIQUE

Si une partie de la direction de la FGTB a effectivement décidé d'engager une bataille véritable contre le gouvernement Marténs-Gol, et si le PS en Wallonie a d'ailleurs lui-même rejoint ce combat, c'est au nom de l'alternative d'une participation des socialistes au gouvernement avec les démocrates-chrétiens, afin d'introduire une politique d'austérité « équilibrée » à la place de l'austérité telle qu'entend l'appliquer l'actuel gouvernement de la coalition démocrate-chrétien et libérale. Voilà pourquoi une partie de la FGTB wallonne a rompu avec la ligne de « repli wallon ».

Mais une telle perspective a évidemment des effets sur la façon de conduire la lutte. Une de ses caractéristiques réside dans l'absence de revendications claires, susceptibles d'unifier l'ensemble des travailleurs et de donner une assise solide à la mobilisation des travailleurs dans des secteurs précis. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard. La direction du syndicat socialiste FGTB n'a aucunement l'intention de se lier les mains, dans l'éventualité où ses amis du PS se retrouveraient au gouvernement. Mais les travailleurs d'avant-garde, orientés comme ils le sont sur l'action, portent eux-mêmes trop peu d'attention à la question des revendications.

Autre question, celle de l'alternative politique. La conscience que la seule alternative au gouvernement actuel est une coalition des socialistes avec la même démocratie-chrétienne qui forme déjà aujourd'hui la colonne vertébrale du cabinet gouvernemental, est très présente dans les esprits des travailleurs. Ces derniers se demandent donc s'il vaut la peine de se mobiliser pour amener au pouvoir un nou-



La pression de la base pour l'unité syndicale. (DR)

veau gouvernement qui ne ferait finalement rien d'autre que d'appliquer une version moins brutale de la politique d'austérité menée actuellement et contre laquelle ils sont entrés en lutte. Une alternative politique est pourtant possible, celle d'un gouvernement des travailleurs, sans représentants des partis de la bourgeoisie et qui s'appuyerait sur le front commun syndical, ce qui impliquerait la rupture du syndicat chrétien avec le parti démocrate-chrétien et la constitution, par le mouvement ouvrier chrétien, de son propre parti. Une telle perspective politique donne un tout autre éclairage à la question des revendications, à la question de l'unité syndicale, et à la perspective de l'issue politique des luttes.

Portée comme elle l'est sur la seule action, l'avant-garde syndicale est aujourd'hui incapable de s'attaquer à ces problèmes. Néanmoins, si elle entend dépasser la crise du mouvement ouvrier dans le sens de l'émergence d'une alternative anticapitaliste, elle sera obligée de résoudre toutes ces questions. C'est le sens profond et concret que l'on peut donner, dans le moment présent, à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Belgique.

Les luttes des mois passés ont montré les faiblesses de l'avant-garde syndicale, mais aussi sa force et de nouveaux développements en son sein. D'abord, et plus que jamais, le débat politique est en cours à l'intérieur du mouvement syndical, et le Parti ouvrier socialiste (POS), section belge de la IVe Internationale, y participe pleinement. Les portes avaient été largement ouvertes à ce débat, déjà lors de l'appel du syndicat socialiste à voter PS lors des dernières élections et suite à la conclusion d'un accord politique entre le PS et la FGTB wallonne.

Quelques expériences précises montrent que le débat politique se développe. Ainsi, le 18 mars dernier, les partis de gauche, dont le POS, étaient invités par le syndicat socialiste des enseignants de Bruxelles à débattre des perspectives politiques, devant 200 syndicalistes. La discussion s'est polarisée entre Gaby Maissin, membre du bureau politique du POS, et Philippe Moureau, un ancien ministre PS. Ainsi, le 22 mars, un autre membre du

bureau politique du POS a débattu à Charleroi, devant 220 personnes, avec Guy Spitaels, président du PS. La FGTB de Charleroi témoigne ces derniers mois d'un véritable esprit d'ouverture à la discussion entre les différents partis de la classe ouvrière. A Liège, où c'est le contraire qui se passe, le POS s'est imposé dans le débat politique à travers la diffusion d'une Lettre ouverte dénonçant la ligne de « repli wallon » pratiquée par les directions du syndicat socialiste à Liège.

En même temps, à l'échelle de plusieurs dizaines de milliers de syndicalistes, il y a un véritable progrès de la prise de conscience sur diverses questions. La compréhension de la nécessité de l'unité, entre la FGTB et la CSC, entre les travailleurs flamands et francophones, et entre les différents secteurs est très répandue. Cela s'est par exemple exprimé au travers de l'envoi systématique de délégations de solidarité auprès des secteurs en lutte, ou lors des manifestations. Cela traduit la prise de conscience généralisée du fait qu'il faut une bataille d'ensemble pour battre le gouvernement. Elle s'exprime à travers la formule que l'on entend partout et suivant laquelle « les services publics ont perdu en septembre 1983, parce que le privé n'avait pas suivi, et cette fois-ci, il ne faut pas répéter cette même expérience ».

Le plus spectaculaire a été, de ce point de vue, l'envoi systématique de délégations de la FGTB dans les manifestations des enseignants chrétiens, ce qui contraste fortement avec une tradition de concurrence entre les deux réseaux syndicaux.

Un autre élément très positif est le développement de formes d'organisation actives. Dans certains endroits se sont développées des formes d'organisation qui dépassent la simple grève et qui témoignent de la conscience — qui se développe — que les problèmes auxquels est confrontée la classe ouvrière demandent des réponses plus élaborées et allant au-delà de ce qu'a été jusqu'à présent la pratique traditionnelle. ■

Frank SLEGGERS,
Bruxelles, 29 juin 1986.

Les comités de grève dans les mines du Limbourg

LE premier secteur à avoir résolument engagé le combat contre le gouvernement a été celui des mineurs du Limbourg, dont l'emploi était directement menacé. La grève a démarré sous l'impulsion de militants syndicaux combattifs en dehors de toute directive syndicale centrale. Le Parti du travail de Belgique (PTB), un parti révolutionnaire d'origine maoïste et qui conserve un cadre de référence programmatique mao-stalinien, a joué un rôle important dans le déclenchement et le déroulement de cette grève. Et cela d'autant plus que les directions syndicales du secteur étaient prêtes à accepter le plan de rationalisation capitaliste avec, en perspective, la fermeture pure et simple des charbonnages.

L'attitude des directions syndicales — qui n'ont reconnu la légitimité de la grève qu'après son déclenchement et à contre-

cœur, pour ensuite la briser deux semaines plus tard — a créé l'espace pour que se développent des comités de grève animés de fait par le PTB, qui dispose de quelques délégués syndicaux reconnus par la masse des travailleurs.

La Gauche, organe du Parti ouvrier socialiste (POS), section belge de la IVe Internationale, a tiré le bilan de ces comités de grève, dans son édition du 3 juin 1986, sous la forme d'un article de discussion des positions du PTB. L'enjeu de ce débat dépasse le cadre des rapports entre ces deux organisations car, dans une certaine mesure, l'orientation du PTB dénoncée dans cet article, reproduit ci-dessous, exprime des tendances gauchistes qui existent parmi des franges de travailleurs radicalisés.

« LA GAUCHE »

Très vite, dans la grève des mineurs, des comités de grève se sont constitués, chapeautés ensuite par un comité central de grève. Ces comités avaient un écho important chez les mineurs, surtout à Winterslag, Waterschei et Beringen. La formation de ces comités était évidemment d'autant plus nécessaire que la grève, à l'origine, n'était pas reconnue par les directions syndicales. Celles-ci ont reconnu le mouvement à partir de sa deuxième semaine, mais les comités de grève ont continué ensuite à jouer un rôle dans l'organisation de la grève. Ils incarnaient par ailleurs les revendications autour desquelles la grève avait commencé : maintien intégral de l'emploi, c'est-à-dire pas de fermetures, pas de licenciements, pas de départs naturels.

TOURNANT RATÉ

Si la direction syndicale a ainsi reconnu la grève, c'était « *par respect pour les mineurs* », donc à contre-cœur. Il était d'ailleurs clair dès le début que la direction syndicale était prête à accepter les départs naturels non remplacés. Néanmoins, cette légitimation de la grève après trois jours constitua une victoire énorme pour les mineurs. Cela aurait dû inciter le comité de grève à exiger avec d'autant plus de force de la direction syndicale qu'elle s'exprime sur le maintien intégral de l'emploi et s'engage à œuvrer pour l'organisation démocratique de la grève.

Cette approche aurait pu avoir un écho y compris auprès de délégués et de militants plus réservés par rapport aux comités de grève. Tous les mineurs combattifs auraient pu s'unir autour de ces objectifs, afin — tout de suite après la légitimation officielle de la grève — de consolider le terrain gagné, en organisant la grève de façon démocratique, en profondeur. Cela aurait par la suite considérablement limité la marge de

manœuvre de la direction syndicale. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. En laissant passer cette chance, les comités de grève sont tombés dans un piège, et on a vu se développer une situation de double direction de la grève. La direction syndicale a pu éviter de se prononcer pour ou contre les revendications, pour ou contre l'organisation démocratique de la grève. Elle est passée à l'offensive en plaçant le débat sur un autre terrain : pour les comités ou pour le syndicat, avec, comme conséquence, une rupture intervenue au sein même des militants combattifs, entre les partisans des comités de grève et ceux qui voulaient rester dans le cadre syndical tout en soutenant la grève et les revendications.

Le fait que les comités de grève n'ont pas mené une campagne pour l'organisation démocratique de la grève, en direction des organisations syndicales, n'était pas sans rapport avec l'idée que les mineurs, seuls, réussiraient rapidement à entraîner une grève générale dans le pays

tout entier. Il est clair que quand on s'attend à un élargissement rapide de la grève au niveau interprofessionnel, on attache moins d'importance au renforcement des bases de la grève sur le terrain même.

LES TROIS ERREURS DU PTB

La racine de ces fautes commises pendant la grève réside dans la ligne politique du PTB. Les conceptions de ce parti tout au long de la grève ont influencé dans une large mesure les choix du comité de grève. Le PTB organise un certain nombre de mineurs et il est intervenu avec force et cohésion dans la grève. A juste titre, il a argumenté que le moment était bon pour une grève, et il a joué un rôle dans son déclenchement. A juste titre, il a plaidé pour la revendication du maintien intégral de l'emploi.

Mais les faiblesses politiques de ce parti ont pesé lourdement sur la grève, ses erreurs politiques s'articulant autour de trois points.

Cortège de la seconde marche des « jeunes pour l'emploi » en mai 1984. (DR)



D'abord, une analyse fautive de la situation de la lutte des classes en Belgique au moment où la grève des mineurs a éclaté. Selon le PTB, la situation à ce moment dans le pays était identique à ce qu'elle était dans les mines, caractérisée d'une part par une grande volonté de lutte des travailleurs, et d'autre part par une direction syndicale ne pensant qu'à briser les luttes. A partir de cette analyse, le PTB essaya d'entraîner une grève générale selon le schéma utilisé pour déclencher la grève dans les mines : en s'appuyant sur la grève des mines, il s'agissait d'envoyer des piquets volants de mineurs vers d'autres entreprises, afin de les faire débrayer. La grève des mines, selon le PTB, allait être la locomotive de la grève générale ... et le PTB serait évidemment le machiniste de la locomotive ! Les comités de grève ont montré une tendance à être de plus en plus les instruments de cette politique et de moins en moins un front uni de tous les mineurs désireux de lutter pour la grève et les revendications et d'entamer, sur ce terrain-là, la lutte avec la direction syndicale.

Cela nous amène à une deuxième faiblesse du PTB. Ainsi qu'on peut le lire dans les documents de son congrès, le PTB est favorable à un travail de front uniquement dans la mesure où les fronts sont sous sa direction, ou autrement dit, dans la mesure où les fronts sont un instrument d'exécution de sa politique du moment. Le PTB ne mène pas une politique de front unique ouvrier, c'est-à-dire qu'il ne cherche pas à construire dans chaque cas l'unité la plus large pour les revendications des travailleurs.

C'est la raison pour laquelle ce parti n'était absolument pas intéressé à la construction dans le reste du pays de comités unitaires de soutien aux mineurs. C'est la raison pour laquelle il n'était pas non plus intéressé à construire la solidarité syndicale avec les mineurs dans d'autres entreprises du pays. Il était uniquement intéressé à utiliser la grève des mineurs comme un levier dans sa « tactique » pour aller à la grève générale. Dans ce cadre, le PTB n'a pas hésité à lancer une campagne de calomnies et de haine contre les comités de soutien. Il n'a pas non plus reculé devant des pratiques manipulatoires, telles que les visites de « délégations » de travailleurs, dont il n'est pas clair au nom de qui elles parlaient, mais qui toutes venaient raconter aux mineurs que la grève générale, dans leur entreprise, était sur le point d'éclater et qu'il ne manquait qu'une chose, un piquet de mineurs.

Il est tout à fait caractéristique que les comités de grève aient raté l'occasion de participer, le 1er mai, aux manifestations partout dans le pays, précisément au moment où la température sociale montait. Valait-il mieux participer à la fête du 1er mai du PTB pour rencontrer des délégations ouvrières de tout le pays et préparer la grève générale ? C'est seulement quand la grève dans les mines a connu des difficultés, du fait de la trahison des directions syndicales, que le PTB a changé de position sur le plan de la solidarité.

Enfin, troisième point, le PTB ne lut-

te pas pour la démocratie ouvrière. Depuis un certain temps, ce parti a repris en parole l'objectif du POS de lutter pour « un syndicalisme de combat et démocratique ». Mais comme il identifie syndicalisme de combat à syndicalisme sous sa direction, il n'est pas capable de mener la lutte pour la démocratie syndicale de façon conséquente.

Toutes ces faiblesses ont pesé sur les comités de grève. Cela ne peut naturellement pas faire perdre de vue que les comités de grève ont lancé la grève et se sont battus bec et ongles contre la trahison de la direction syndicale. Le PTB a certainement contribué à donner à ces comités une colonne vertébrale pour cela. Nous ne

voulons pas non plus faire une critique facile après coup. Une grève se déroule vite, surtout quand la direction syndicale manœuvre contre la grève et quand, du matin au soir, il faut tenir le piquet de grève, pour discuter et convaincre, et que la fatigue se fait sentir. Cela explique aussi certaines faiblesses dans la politique et l'organisation de la grève. Mais, maintenant qu'elle est terminée, il est indispensable d'en tirer les leçons pour s'armer en prévision de la bataille difficile qui est devant nous et dont l'axe doit être la reconquête du syndicat par les travailleurs. ■

« LA GAUCHE »,
Bruxelles, 3 juin 1986.

Deux semaines de grève dans la région du centre

LA seule région qui ait été en grève pendant deux semaines, secteur privé et public confondus, c'est la région du Centre, dans la province du Hainaut, près de Charleroi. Les militants syndicaux de cette région ont fait l'expérience des problèmes liés au développement inégal de la mobilisation dans l'ensemble du pays.

La Gauche a interviewé à ce propos Arnold De Spiegeleer, qui est membre de la direction du syndicat socialiste des services publics (CGSP) de la région du Centre et membre du POS. Nous reproduisons ci-dessous cet entretien.

« LA GAUCHE » : — Trois semaines de grève dans les services publics, dix jours de grève interprofessionnelle, la région du Centre a été à la pointe du combat. Comment expliques-tu cela ?

Arnold DE SPIEGELEER : — L'essentiel est que nous avons pu imposer une certaine démocratie syndicale. Avant que le mouvement ne se déclenche, plusieurs assemblées générales intersectorielles ont été organisées. Au cours de celles-ci, on a pris la décision de mener une campagne de sensibilisation et de mobilisation auprès de l'ensemble des affiliés. Cette campagne a bien marché, surtout grâce au travail des délégués. Une fois le mouvement déclenché par les cheminots, l'intersectorielle a pu se prononcer rapidement et a décidé de les rejoindre dans le combat. Et au cours de la lutte elle-même, chaque jour, une assemblée générale intersectorielle était organisée, ce qui a dynamisé la lutte dans les différents secteurs.

— Quel bilan tires-tu de ce mouvement ?

— Premièrement, on n'a pas pu sortir la région du Centre de son isolement. Nous avons eu des contacts avec les autres directions syndicales régionales, nous avons envoyé des délégations à Mons, Charleroi, Liège, Bruxelles, mais nous nous sommes heurtés aux appareils syndicaux. (...)

Deuxième leçon : la force de l'intersectorielle, qui a pu impulser les dix jours de grève interprofessionnelle, car nous avons joué un rôle important à ce niveau. Ainsi, nous étions côte à côte avec les travailleurs du privé dans les piquets de grève, ce qui a permis d'avoir des échanges très fructueux. C'était d'autant plus important qu'aucune assemblée générale interprofessionnelle n'avait été organisée.

— Quelles sont les principales leçons qui se dégagent pour les luttes futures ?

— Avant toute décision, il faut regrouper au maximum les travailleurs par l'organisation d'assemblées générales. C'est cette instance qui doit impulser la lutte. Mais il faut mieux structurer l'intersectorielle, il faut mieux organiser la grève, notamment par l'élection d'un ou de plusieurs comités de grève, pour limiter le poids de l'appareil et pallier ses lacunes.

— Que peut apporter un parti comme le POS aux syndicalistes de combat ?

— Tous ceux qui refusent l'austérité et qui luttent pour une réelle alternative doivent s'organiser politiquement pour gagner le mouvement syndical à leur ligne. Aujourd'hui, prendre ses responsabilités en tant que syndicaliste de combat, c'est adhérer au POS. ■

Propos recueillis par A. VAN PRAET,
9 juin 1986.

Comment la droite a gagné les élections législatives

LES élections législatives qui ont eu lieu aux Pays-Bas le 21 mai ont donné la victoire à la coalition de droite formée de l'Appel chrétien-démocrate (CDA) du premier ministre sortant, Ruud Lubbers, et du Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD). Les électeurs ont donc entendu l'appel du CDA de « *laisser Lubbers finir le boulot* » — boulot qu'il avait entrepris depuis son arrivée au pouvoir lors des précédentes élections législatives de 1982, et qui consiste pour l'essentiel à imposer une politique d'austérité en réponse à la crise.

Richard BASTIAANS

En ce qui concerne le PvdA, qui a obtenu 33,3 % des voix contre 30,4 % en 1982, l'amélioration de son score ne vient pas d'électeurs de droite déçus par la politique du gouvernement Lubbers, mais s'explique plutôt par ses gains aux dépens des petits partis situés à sa gauche. Le Parti communiste des Pays-Bas (CPN), le plus important de ces partis, a subi une défaite historique, perdant les trois sièges qu'il détenait et se trouvant sans représentation parlementaire pour la première fois depuis 1918.

Le PvdA s'apprête à faire le bilan de sa défaite électorale, car malgré la progression de ses voix, il n'a pas réussi dans son objectif de rentrer au gouvernement. Mais la direction du parti a déjà donné une idée du bilan qu'elle entend tirer. D'après elle, il n'est pas question de changer de cap. Il faut continuer à suivre le chemin qu'elle avait tracé avant les élections et qui cherche à éviter une polarisation contre le gouvernement et à renforcer la crédibilité du PvdA comme parti de gouvernement potentiel.

LA CAMPAGNE DE LUBBERS

La campagne électorale de Lubbers a ressemblé beaucoup à celle menée pour les élections législatives belges d'octobre 1985 par le premier ministre Wilfried Martens (1). Comme son homologue belge, Lubbers avait préparé le terrain de sa victoire électorale un an avant le scrutin. Il commença à distribuer un certain nombre de cadeaux. Par exemple, les allocations sociales les plus basses ont été quelque peu augmentées. D'ailleurs en 1985, le chômage a baissé pour la première fois depuis 1979, y compris le chômage des jeunes. Lubbers a promis de réduire le nombre de chômeurs, qui est actuellement de 730 000, à 500 000 d'ici un an. En même temps, les deux partis gouvernementaux se sont engagés à maintenir le pouvoir d'achat des plus bas sa-

Pourtant, il ne faut pas exagérer le revers que constituent ces élections pour le mouvement ouvrier. On n'a pas assisté à un déplacement de voix des partis ouvriers réformistes vers les partis bourgeois, mais plutôt à des modifications des rapports de forces au sein de chacun des deux camps, qui ont profité au CDA d'un côté, et de l'autre au Parti du Travail (PvdA, de tendance social-démocrate). L'article qui suit essaie d'analyser les résultats des élections du 21 mai et leur signification pour le mouvement ouvrier néerlandais.

lares et des allocataires sociaux. Faire de telles promesses en période électorale pour se faire élire est facile, cela ne coûte rien, mais il n'y a strictement aucune garantie qu'elles soient tenues. Au contraire, tout indique que Lubbers va durcir davantage sa politique envers les travailleurs. Déjà, les coupes opérées dans les dépenses publiques depuis 1982, se chiffrent à 16 milliards de florins (environ 45 milliards de francs français).

Ce qui est le plus inquiétant dans les résultats électoraux, c'est que Lubbers a réussi à gagner une base pour le CDA parmi les jeunes et les non croyants. Son parti, qui jouait traditionnellement sur les valeurs chrétiennes, est en train de devenir un parti conservateur. C'est en se présentant comme « homme d'Etat » comme celui qui a fait sortir le pays de la récession, ainsi que par son style « efficace » que Lubbers a pu attirer les suffrages à la fois des jeunes et des électeurs plus âgés. C'est ainsi qu'il a réussi à établir la domination de son parti sur le VVD, prenant des voix à ce dernier pour devancer le PvdA et devenir le premier parti du pays (voir tableau).

Les différences entre le programme du PvdA et ceux des partis gouvernementaux sont minimes. A la lecture des trois manifestes, on retrouve les mêmes thèmes : croissance économique, augmen-

tation du pouvoir d'achat, réduction du chômage. Le PvdA n'avait aucune politique alternative à proposer, aucune proposition pour annuler les mesures du gouvernement Lubbers, qui ont constitué autant d'attaques contre le niveau de vie des travailleurs. Les similarités entre le programme de la droite et celui du PvdA sont d'ailleurs clairement ressorties au cours des débats télévisés entre les partis, lesquels ont profité à la droite. Joop Den Uyl, ancien premier ministre et tête de liste du PvdA, était incapable de susciter le moindre enthousiasme avec sa version édulcorée du programme de Lubbers.

LA QUESTION DES MISSILES

Bien avant les élections, Lubbers avait déjoué un des derniers pièges qui le menaçait, celui représenté par la question des missiles Cruise. Le 1er novembre 1985, malgré une pétition portant 4 millions de signatures contre les missiles, le Parlement avait voté « démocratiquement » de déployer 48 missiles Cruise en 1988 (2).

1. Sur les élections d'octobre 1985 en Belgique, voir *Inprecor* numéro 206 du 4 novembre 1985.

2. Sur la pétition contre les missiles, voir *Inprecor* numéro 205 du 21 octobre 1985.

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS

	1986		1982	
	%	Sièges	%	Sièges
PvdA	33,3	52	30,4	47
CDA	34,6	54	29,4	45
VVD	17,4	27	23,1	36
Démocrates 66	6,1	9	4,3	6
« Petite droite »	3,7	5	4,2	6
« Petite gauche » :				
CPN	0,6	0	1,8	3
PPR	1,3	2	1,7	2
PSP	1,2	1	2,3	3

Suite à cette décision, une grande partie du mouvement de la paix (et notamment le PvdA) avait annoncé que l'heure des manifestations était révolue et que maintenant c'était aux électeurs de trancher. Mais en fait la question des missiles a été très peu mise en avant dans la campagne électorale. La raison fondamentale en était que la direction du PvdA voulait préparer sa base à un échec éventuel d'une tentative de sa part de renvoyer à plus tard la décision sur le déploiement des missiles, dans le cadre de négociations pour son entrée au gouvernement.

Cet objectif des dirigeants sociaux-démocrates était pourtant contrecarré par une mobilisation qui avait été longuement préparée et qui a eu lieu quelques jours seulement avant les élections. Il s'agit de l'encerclement par environ 10 000 personnes de la base de Woensdrecht, laquelle doit accueillir les missiles Cruise. Si cette initiative a été une réussite, ce n'est certainement pas grâce à la composante social-démocrate du mouvement de la paix.

Lubbers a remporté sa victoire électorale en jouant surtout sur la reprise économique. Mais la gauche lui a donné un coup de main. Même après que la question des missiles ait été désamorcée par les sociaux-démocrates, l'accident de Tchernobyl aurait pu donner l'occasion de prendre l'offensive contre la droite. Lubbers venait de prendre la décision de construire deux nouveaux réacteurs nucléaires. La coïncidence de cette décision avec le désastre de Tchernobyl aurait pu déclencher une mobilisation populaire importante. Mais il n'y a pas eu de manifestations de masse parce que la gauche était trop occupée avec les élections. La crainte de Lubbers que Tchernobyl lui coûterait les élections, ne s'est donc pas réalisée.

Les sociaux-démocrates étaient complètement centrés sur la perspective de gouverner avec le CDA et, pendant toute la période précédant les élections, ils n'ont rien fait pour jeter les bases militantes d'un autre type de gouvernement, en organisant des mobilisations ainsi qu'en soutenant et renforçant des luttes en cours. Par exemple, les actions en faveur de la semaine de 36 heures, qui ont eu lieu pendant la campagne électorale, sont restées très parcellaires et n'ont reçu aucun soutien du PvdA. Pire, une grève des cheminots, qui éclatait juste avant les élections, a été poignardée dans le dos par les sociaux-démocrates.

LE PVDA ET LA « PETITE GAUCHE »

C'est dans ce contexte que sont intervenus les pertes des petits partis de gauche. Beaucoup d'électeurs qui avaient voté par le passé pour le Parti socialiste pacifiste (PSP) ou pour le CPN, ont décidé de voter utile, de voter pour le moindre mal. Ils pensaient qu'en accordant leurs suffrages au PvdA, ils pouvaient au moins contribuer à chasser le gouvernement CDA-VVD.

La campagne électorale du SAP

Le Parti socialiste des travailleurs (SAP), section néerlandaise de la IVe Internationale, a mené une campagne très active pour les élections du 21 mai. Le SAP a obtenu 3 939 voix, soit trois fois plus qu'il n'en avait obtenues aux dernières élections législatives de 1982, et ceci malgré le fait qu'il y avait 27 listes en présence, dont 9 se réclamaient de la gauche.

La campagne a d'ailleurs permis de construire le SAP. Le parti a gagné de nouveaux militants et sympathisants et le nombre d'abonnements à son journal bimensuel, *Klassenstrijd*, a augmenté de 20 %. Environ 100 000 exemplaires d'un numéro spécial pour les élections ont été distribués, ainsi que 100 000 tracts. 10 000 affiches du SAP ont été collées au cours de la campagne.

Les axes principaux de la campagne des marxistes révolutionnaires étaient la bataille pour la réduction de la semaine de travail, l'opposition aux mesures d'austérité, l'opposition au nucléaire et aux missiles et la proposition d'un gouvernement des partis ouvriers sans participation de la droite.

Mais le SAP ne s'est pas contenté de défendre ces axes uniquement sur le plan de la propagande. A la différence des petits partis de la gauche parlementariste, il s'est mobilisé pour la manifestation de Woensdrecht (cf. article ci-contre). Le SAP a aussi été le seul parti à participer de manière active aux actions en faveur des 36 heures qui ont eu lieu dans une série d'entreprises, ce qui a provoqué beaucoup d'intérêt pour les idées du parti. Il est aussi apparu comme un parti d'action dans le cadre des manifestations suscitées par l'agression américaine contre la Libye.

Les marxistes révolutionnaires néerlandais ont donc tiré un bilan très positif de la campagne électorale, mais sans triomphalisme. Le SAP est en effet conscient que la construction d'une alternative anticapitaliste est une tâche de longue haleine. Mais le parti entend avancer sur ce chemin, à la fois par ses initiatives politiques, son intervention dans les luttes et sa participation aux discussions qui se déroulent actuellement dans la gauche sur les leçons à tirer de la défaite électorale.

Là, le mot d'ordre du PvdA « *votez pour que nous soyons dans un nouveau gouvernement* » a connu un certain succès. Mais ceci n'était possible que parce que le CPN et le PSP ne proposaient aucune alternative. Les divisions et les conflits au sein de la « petite gauche » ont sans doute joué un rôle. Le CPN et le PSP avaient tous les deux connu des scissions. Sans doute une liste commune centrée sur quelques axes centraux aurait pu limiter la dispersion des voix et le désintérêt des électeurs pour ces listes. Mais il y aurait eu quand même des pertes, car les problèmes de fond demeurent.

Ces dernières années, l'appareil du CPN s'est largement désintégré. Mais surtout le rôle du CPN et du PSP comme partis d'action a beaucoup diminué. Ils sont devenus de plus en plus des partis parlementaristes, ce qui se reflétait dans leurs campagnes pour ces élections. Avant les élections, ils n'ont pas su mener une campagne offensive contre la politique du gouvernement, campagne axée

autour d'une alternative anti-capitaliste. Les petits partis se voyaient en fait comme des appendices du PvdA.

Il n'y avait aucune campagne agressive de la part du CPN et du PSP contre la perspective d'un gouvernement CDA-PvdA, c'est-à-dire contre l'objectif central que les sociaux-démocrates se donnaient pour ces élections. Donc, en tant que partis qui n'auraient aucune possibilité de rentrer au gouvernement, ils ont creusé leur propre tombe en encourageant les électeurs à « voter utile ». Le troisième parti de la « petite gauche », le Parti politique des radicaux (PPR), a perdu moins de voix, en partie justement parce qu'il a critiqué de manière énergique la volonté du PvdA de gouverner avec le CDA.

Le lendemain des élections, l'index de la Bourse d'Amsterdam a enregistré une montée de 12 000 milliards de florins. La bourgeoisie est donc réconfortée par les résultats des élections. Lubbers a envie de « *finir le boulot* » et maintenant il a les moyens de le faire. Mais cela ne signifie pas qu'il peut faire tout ce qu'il veut. Ces dernières années, la droite a dû faire face à des mouvements de résistance de la part des travailleurs à chacune des attaques qu'elle a lancées. A partir du moment où une nouvelle récession commence et lors de l'abandon par Lubbers de ses promesses électorales, nous pouvons nous attendre à des affrontements encore plus durs. Lubbers ne saura pas faire plaisir à tout le monde. C'est dans les luttes à venir qu'il faudra construire une alternative crédible à la droite et au PvdA.

Richard BASTIAANS,
Amsterdam, 30 juin 1986.



Le Parti communiste de Thaïlande commence à surmonter sa crise

Interview d'un responsable du Comité central du PCT

LE Parti communiste de Thaïlande (PCT) a traversé une grave crise politique et organisationnelle au début des années 1980. L'affaire cambodgienne et l'éclatement des conflits sino-indochinois ont été le détonateur de cette crise. Rapidement, c'est l'ensemble de l'orientation poursuivie par la direction du PCT qui a été mise en cause : références idéologiques, politique internationale, conception et pratique du front uni, stratégie de prise du pouvoir, analyse de la société thaïlandaise, fonctionnement interne du parti et travail de masse. En quelques années, le PCT a perdu beaucoup de ses membres (peut-être la majorité), ses principales bases de guérilla (le Sud étant moins durement touché en ce domaine que le Nord et le Nord-Est), et une grande partie de son influence.

Cette crise est d'autant plus grave qu'elle frappe un parti qui avait connu une croissance très rapide dans les années 1970 et avait ainsi atteint pour la première fois une surface nationale dirigeant un mouvement de lutte armée en pleine expansion : l'Armée populaire de libération de la Thaïlande (APLT). Fondé en 1942, après la désintégration du Parti communiste du Siam des années 1930, le PCT a été chassé des villes par la répression. Au début des années 1960, il affirme son adhésion à la « pensée Mao Tsé-toung » et à la lutte armée rurale, engagée en pratique en 1965. C'est après le renversement de la dictature militaire par une extraordinaire mobilisation de masse urbaine en 1973 que le PCT acquiert une dimension nationale. Le coup d'Etat sanglant de 1976 favorise en revanche l'expansion du mouvement de lutte armée et la constitution du Comité de coordination des forces patriotiques et démocratiques (CCPDF), front uni entre le PCT, d'autres formations politiques et des cadres du mouvement de masse urbain et rural. En 1980-1982, la crise éclate et s'amplifie. Le CCPDF se désagrège alors.

Inprecor a publié en 1984 une analyse de cette crise (1). Depuis, selon un responsable de la section du comité central du PCT chargée des relations internationales que nous avons rencontré récemment, la période de crise aiguë a été surmontée. Le PCT a publié, à la mi-1986, une traduction officielle des documents qu'il a adoptés lors de son IVe congrès, tenu en avril-mai 1982. Ce congrès, réuni en pleine crise, a été l'occasion de votes divergents sur un ensemble de questions de fond. Il n'a pas permis un redressement immédiat de la situation, car il s'est terminé dans la confusion, accentuant la déception et le découragement de nombreux militants ou sympathisants. Les départs se sont poursuivis. Une polémique

s'est engagée sur l'interprétation donnée par la direction nationale des résultats du congrès et sur la réalité des changements annoncés.

Cependant, le PCT reste aujourd'hui la principale organisation révolutionnaire en Thaïlande. Les groupes politiques d'extrême gauche qui se sont constitués au début des années 1980, ont dû faire face à de grandes difficultés politiques, répressives, matérielles et organisationnelles, alors qu'ils n'avaient à leur disposition que des moyens très réduits. Ils n'ont pas réussi, semble-t-il, à consolider de nouvelles organisations importantes par le nombre de leurs membres ou l'implantation sociale. De façon générale, le contre-coup de la crise du début des années 1980 n'est pas encore surmonté. La génération militante des années 1970, reste dans une large mesure découragée ou désorientée.

Les documents du IVe congrès du PCT, que nous publions ci-après attestent de l'évolution de l'orientation de ce parti. Evolution notable de la politique internationale (qui s'affirme indépendante pour un parti qui avait été profondément intégré au bloc pro-chinois), de l'analyse de la société thaïlandaise (abandon de la caractérisation traditionnelle de « semi-féodale », reconnaissance du développement capitaliste), du cadre stratégique (effacement de la formule clef antérieure : « la jungle dirige le village, la campagne encercle les villes »). Bien que l'insistance reste toujours sur la lutte armée rurale, une importance plus grande est donnée au travail de masse, à la lutte politique et à l'action urbaine. Succincts, les documents se contentent encore de formules générales.

Il faut par ailleurs signaler la constitution en avril 1986 d'une nouvelle organisation clandestine, le Groupe de solidarité thaï (Thai Solidarity Group — TSG). Ce mouvement, soutenu notamment par le PCT, se donne pour objectif de « servir de centre d'informations et d'échanges entre des mouvements populaires en Thaïlande et à l'étranger, soutenir la lutte et coopérer avec les mouvements populaires dans d'autres pays, canaliser le soutien international à la lutte populaire thaïlandaise » (2).

Nous avons demandé au responsable de la section internationale du comité central du PCT, que nous avons rencontré, d'expliquer à nos lecteurs la signification de la publication des documents du IVe congrès et la situation actuelle du PCT. ■

Paul PETITJEAN,
7 juillet 1986.

« INPRECOR » : — Quelle est l'importance, pour le Parti communiste de Thaïlande — et pour le mouvement révolutionnaire thaïlandais dans son ensemble — des documents du IVe congrès du PCT ?

— Ces documents expriment les conclusions auxquelles est arrivé notre congrès. En les publiant, nous ne cherchons pas avant tout à montrer que notre parti a changé, adoptant une ligne plus progressiste. Ce que nous voulons surtout, en les faisant connaître, c'est les soumettre à la discussion et au test de l'expé-

rience. Nous les publions pour que le peuple puisse étudier les conclusions auxquelles nous sommes arrivées et juger par lui-même de l'évolution de notre parti.

Nous espérons ainsi que chacun — Thaïlandais ou étranger — pourra les discuter à la lumière de son expérience, de façon à éclairer ce qui est juste ou erroné dans ces documents. Il est possible que la lecture de ces documents donne lieu à des mécompréhensions ou des désaccords. Ce sera alors l'occasion d'une discussion.

— Pourquoi est-ce que ces documents, adoptés en 1982, ne sont officiel-

lement publiés en anglais que cette année en 1986 ?

— Après le congrès de 1982, nous les avons immédiatement diffusés pour étude. Envoyés aux cadres du parti, ils ont été distribués dans les camps de jungle pour être expliqués, pour éduquer à par-

1. Cf. Paul Petitjean, « La crise d'orientation du Parti communiste thaï », Inprecor numéro 165 du 23 janvier 1984.

2. « Thai Solidarity Group (TSG) », prospectus daté de 1986, p. 6. Pour contacter le TSG, écrire à : Thai Solidarity Group, Box 28, DK-2750 Ballerup, Danemark.

tir de ces documents les militants. Mais nous n'avons pas pu préparer une traduction anglaise de qualité. En effet, nous avons traversé une période difficile. Nous avons perdu beaucoup de nos réseaux à l'étranger qui nous aidaient au travail de traduction.

Plus généralement, avec le départ de trop nombreux militants et des arrestations, notre travail a été désorganisé. Nous avons eu de gros problèmes financiers. Nombre de nos cadres ont dû d'abord faire face à des tâches urgentes : trouver des emplois en ville, s'adapter au changement de situation à la campagne où l'armée a été particulièrement active tant sur le plan militaire que politique avec le programme d'amnistie et les promesses démocratiques.

A l'époque de très nombreux militants étaient opposés à garder des forces trop nombreuses dans les camps de jungle. Ils ont donc décidé de quitter la jungle pour retourner en ville, ou parfois dans leurs villages. Mais, l'enracinement social de nos cadres s'est révélé trop faible et cela a rendu fort difficile la reconversion de ces militants qui revenaient à une existence légale. Pressés de trouver un emploi ou de recommencer les études interrompues après le coup d'Etat de 1976, assaillis de difficultés pratiques multiples, beaucoup de cadres ont alors rompu temporairement avec le PCT, quitte à le contacter à nouveau une fois résolu leur problème de réinsertion sociale et professionnelle.

Durant la période qui a suivi le IVe congrès, nous avons donc dû résoudre mille problèmes tels l'affaiblissement de nos ressources économiques, la protection de l'organisation, la réorganisation de notre appareil et de notre travail de masse, etc. Il y a eu pas mal de confusion et de nombreux militants se sont trouvés paralysés, incapables d'agir. Espérant beaucoup de notre IVe congrès de 1982, mais ne voyant toujours pas de résultats venir, beaucoup de sympathisants se sont découragés.

Pourtant, deux ou trois ans après la tenue du congrès, des résultats positifs se sont progressivement faits jour. Un redressement substantiel s'est manifesté. C'est très important. On peut dire, compte tenu de la crise qui nous a frappés, que les conclusions du IVe congrès ont été soumises, durant ces quelques années très difficiles, à un premier test pratique. Ce test s'est révélé positif. En effet, si ces conclusions avaient été fausses, je crois que nous n'aurions pas pu survivre à cette épreuve.

— Peux-tu préciser les progrès enregistrés ces derniers temps ?

— Trois ans après le IVe congrès, nous avons réorganisé l'essentiel de notre travail urbain et rural. Des organisations, devenues inutiles, ont été dissoutes. De nouvelles, mieux adaptées, se sont développées. Et de façon générale, on peut dire que la machine s'est remise à fonctionner après avoir été grippée. Un certain nombre de ceux qui avaient quitté le



Déploiement de forces à Bangkok lors du coup d'Etat de 1981. (DR)

parti ont repris contact avec nous.

En ce qui concerne les publications, nous avons maintenant une revue mensuelle, *Thong Tai* (le Drapeau de la liberté), destiné à tous. Elle est tirée centralement à au moins 500 exemplaires, et se voit en plus reproduite par les cercles locaux. Pour les cadres, nous publions, tous les deux mois environ, *Pragai Fai* (l'Étincelle du feu). Enfin, nous avons entrepris la publication en anglais du bulletin *Thai Democratic Solidarity*. Nous cherchons ainsi à assurer une information régulière vis-à-vis de l'étranger et à aider à la solidarité. Nous comptons publier *Thai Democratic Solidarity* trois ou quatre fois par an. Le premier numéro est paru début 1986. Le deuxième doit sortir incessamment.

— Quelle est la situation actuelle du mouvement populaire ?

— L'oppression et l'exploitation sont toujours là, exigent toujours une lutte constante. Malgré les difficultés que nous avons rencontrées, il faut souligner que l'expérience des années 1970 n'a pas été oubliée.

Après le renversement de la dictature militaire, en 1973, il y a eu une extraordinaire libération de la parole, un foisonnement de journaux libres. Les élections elles-mêmes, qu'elles soient locales ou nationales, sont devenues des occasions d'éduquer le peuple. Les périodes électorales sont devenues des périodes d'éducation de masse. De même, l'expérience de la lutte qui a suivi le coup d'Etat sanglant de 1976 n'a pas disparu. Le niveau général de conscience du peuple est nettement plus élevé que cela n'était le cas il y a dix ans.

Aujourd'hui encore, ce niveau de conscience populaire peut se développer progressivement, jour après jour. C'est à nous de nous montrer capable de répon-

dre aux besoins de la situation. De nouvelles possibilités d'action existent. Mais nous sommes confrontés à une difficulté importante : le mouvement de masse reste fragmenté. Il est fractionné autour de multiples objectifs particuliers. En l'absence de grands objectifs centraux, il n'y a pas de dynamique spontanée d'unification du mouvement de masse, d'unité d'action. Nous espérons que viendra bientôt le jour où il sera à nouveau possible d'engager une telle dynamique unitaire autour d'objectifs communs de lutte.

— Quelle est maintenant votre politique internationale et qu'attendez-vous de la solidarité internationale, des contacts que vous pouvez établir avec d'autres mouvements ?

— Pour ce qui est de notre politique internationale, je renvoie aux points correspondants de notre résolution politique du IVe congrès. En ce qui concerne la solidarité internationale, nous ouvrons maintenant notre parti aux échanges d'opinion avec les autres. Nous espérons pouvoir développer des rapports de solidarité mutuelle. Nous voulons des échanges d'opinion et, je le souligne, d'expériences. Chaque parti et chaque groupe progressiste, chaque mouvement populaire a sa propre expérience. Elles méritent d'être étudiées. Il nous faut donc étudier les leçons de l'histoire.

L'internationalisme est inscrit dans les statuts de notre parti. Nous avons une politique fondamentale d'internationalisme envers les autres partis communistes, les autres mouvements marxistes et léninistes. Et nous avons aussi la volonté de tisser des liens avec tous les groupes de solidarité.

Propos recueillis par Paul PETITJEAN, Juin 1986.

Sur la structure de la société thaïlandaise et la stratégie de la révolution

SUR LA STRUCTURE DE LA SOCIÉTÉ THAÏLANDAISE : UNE PREMIÈRE CONCLUSION

Commençant par les traités inégaux conclus avec l'Angleterre en 1855 et avec d'autres pays occidentaux, l'incursion de l'impérialisme a transformé le féodalisme thaïlandais en Etat pratiquement semi-colonial et semi-féodal.

Après la Deuxième Guerre mondiale, alors que le système colonial s'effondrait, l'impérialisme utilisa une nouvelle forme de colonialisme comme méthode principale de pénétration de différents pays. Durant les vingt dernières années, la classe dirigeante thaïlandaise a ouvert la porte aux investissements par le capitalisme monopoliste international, permettant à l'économie capitaliste, surtout le capitalisme monopoliste étranger et le capitalisme bureaucratique comprador, de se développer rapidement. En même temps, le mode de production féodal a décliné.

Actuellement la structure de la société thaïlandaise reste semi-coloniale. D'une économie naturelle basée sur la production et la consommation domestiques, elle s'est transformée en une économie marchande. Le capitalisme monopoliste de l'impérialisme et le capitalisme de la classe bureaucratique comprador se sont développés de manière importante, et, combinés aux éléments féodaux, ils contrôlent maintenant l'économie du pays. Le capitalisme national, bien que lui-même pressuré, a également réussi à se développer grâce à la croissance globale du capitalisme. Pendant ce temps, le féodalisme persiste toujours.

LES CONTRADICTIONS FONDAMENTALES. LES ETAPES ET CONTOURS DE LA RÉVOLUTION. LES CIBLES, FORCES, DEVOIRS ET VOIE DE LA RÉVOLUTION

LES CONTRADICTIONS FONDAMENTALES :

— La contradiction entre l'impérialisme et la nation thaïlandaise.

— La contradiction entre le capitalisme bureaucratique comprador et le féodalisme d'un côté, et le peuple thaïlandais de l'autre.

LES ETAPES ET LES CONTOURS DE LA RÉVOLUTION

L'étape actuelle de la révolution est celle d'une révolution national-démocratique. Le contour de la révolution est

celui d'une révolution démocratique de type nouveau.

LES CIBLES DE LA RÉVOLUTION

L'impérialisme et le capitalisme bureaucratique comprador forment ensemble avec le féodalisme une alliance réactionnaire. Les cibles intérieures sont donc le capitalisme bureaucratique comprador et le féodalisme. La cible extérieure est l'impérialisme, surtout l'impérialisme américain. Actuellement les cibles intérieures sont considérées comme étant au premier plan et nos énergies sont centrées sur l'attaque contre le gouvernement réactionnaire qui est considéré comme le représentant de ces trois forces réactionnaires.

La cible à attaquer, soit intérieure, soit extérieure, pourrait changer de priorité suivant la situation ou pour des raisons d'ordre stratégique ou tactique.

LA CLASSE DIRIGEANTE ET LES FORCES DE LA RÉVOLUTION

Le prolétariat est la classe dirigeante. Le prolétariat, la paysannerie et le capitalisme de petite échelle constituent les forces fondamentales de la révolution.

La classe des capitalistes nationaux, et tous ceux avec des idéaux patriotiques et démocratiques sont aussi considérés comme force révolutionnaire.

LES DEVOIRS DE LA RÉVOLUTION

Renforcer les forces révolutionnaires fondamentales ; augmenter l'efficacité des forces armées populaires ; encourager des initiatives patriotiques et démocratiques pour renverser la domination du capitalisme bureaucratique comprador et du féodalisme ; s'opposer à l'influence oppressive de l'impérialisme ; créer une nouvelle Thaïlande qui aura un avenir indépendant, démocratique et florissant.

LA VOIE DE LA RÉVOLUTION

S'appuyer sur la lutte armée basée dans les campagnes aussi bien que sur les formes de lutte économique, politique et autres pour unir les campagnes et les villes et finalement s'emparer du pouvoir d'Etat. ■

Parti communiste de Thaïlande,
IVe congrès, 1er juin 1982.

La politique actuelle du PCT

BREF RAPPEL SUR L'HISTOIRE DU PARTI COMMUNISTE DE THAÏLANDE

Le PCT est un parti ouvrier révolutionnaire qui adhère à une idéologie marxiste léniniste. Depuis sa création en 1942, le PCT s'est battu pour les intérêts du peuple thaïlandais et pour la révolution internationale. En général, ses activités ont eu un caractère illégal.

Actuellement, les militants et cadres du PCT mènent un travail de masse partout dans le pays, à la fois dans les villes et dans les campagnes. L'Armée populaire de libération de Thaïlande (APLT), créée en 1969, se bat contre les forces réactionnaires de l'Etat et protège les intérêts du peuple dans près de 40 des 73 provinces de Thaïlande.

Le but immédiat du PCT est d'établir un gouvernement démocratique populaire et d'avancer graduellement vers le socia-

lisme et finalement le communisme comme but final.

LA POLITIQUE ACTUELLE DU PARTI COMMUNISTE DE THAÏLANDE

Toutes les forces et individus patriotiques et démocratiques doivent se battre pour l'unité dans leur lutte pour une Thaïlande véritablement indépendante, démocratique et juste. Le PCT accueille chaleureusement la coopération des partis et groupes politiques ainsi que des gens de toutes conditions sociales, sur la base de l'indépendance, de l'égalité et du respect mutuel, afin de se battre contre l'ennemi et résoudre les problèmes du peuple et du pays.

ORIENTATIONS POLITIQUES

Collaborer avec des gens de toutes les classes et avec chaque groupe national,

avec des partis, groupes et organisations politiques aussi bien qu'avec des personnalités patriotiques et démocratiques qui désirent la justice, afin de renverser le gouvernement réactionnaire, éliminer l'influence impérialiste américaine qui domine la Thaïlande et constituer un gouvernement démocratique populaire composé de représentants de diverses forces patriotiques et démocratiques, créant ainsi une Thaïlande nouvelle, véritablement indépendante, démocratique et florissante.

Abroger les lois, proclamations, déclarations, décrets, etc. qui limitent la liberté et enfreignent les droits du peuple ; libérer les patriotes et les personnalités démocratiques ou les innocents qui ont été emprisonnés ; garantir — dans l'intérêt du peuple — le droit d'expression orale et écrite, de rassemblement, de manifestation et de grève, le droit de créer des partis politiques, syndicats, associations professionnelles et d'autres organisations de masse.

Elaborer une constitution démocratique, en coopération avec des représentants des forces patriotiques et démocratiques ; organiser rapidement des élections pour constituer un gouvernement d'une manière démocratique.

Les membres de l'assemblée des représentants du peuple doivent être élus. Ceux qui ont atteint l'âge de dix-huit ans auront le droit de vote et d'éligibilité.

Réformer l'administration, éliminant la corruption, l'oppression et le harcèlement du peuple, créer un appareil administratif efficace, et qui servira vraiment le peuple.

Les fonctionnaires et administrateurs d'Etat, les policiers, le personnel militaire du gouvernement réactionnaire qui soutiennent, ou qui au moins ne s'opposent pas à la lutte patriotique, démocratique et juste du peuple, seront honorés par le gouvernement démocratique et autorisés à poursuivre l'exercice de leurs responsabilités de manière appropriée.

POLITIQUE ECONOMIQUE

En finir avec le monopole du capitalisme bureaucratique compradore et de l'impérialisme ; réformer et développer l'industrie d'Etat ; contrôler l'industrie, le commerce, l'agriculture, les communications, les transports, etc. des capitalistes nationaux ; aider les petits producteurs et les petits commerçants qui apportent leur contribution au peuple et à l'économie nationale.

Protéger et utiliser les ressources naturelles d'une manière appropriée.

Mettre fin au style féodal d'exploitation, et éliminer les mafias locales ; donner la propriété de la terre aux agriculteurs ; résoudre le problème des escroqueries et des saisies de la terre ; résoudre les problèmes du marché et établir un plan précis de production agricole ; garantir des prix qui sont justes à la fois pour les agriculteurs et pour les consommateurs ; établir un système de crédit ; augmenter les travaux d'irrigation, promouvoir des coopératives agricoles et développer la production agricole ; augmenter le

niveau de vie des agriculteurs.

Ajuster les bas salaires des ouvriers et employés aussi bien que les salaires des fonctionnaires inférieurs, à un niveau approprié au coût de la vie. Le travail du même type, ayant le même rendement, doit recevoir le même salaire sans distinction de sexe, âge ou race ; les travaux forcés de type esclavagiste doivent être interdits ; il doit y avoir une protection du travail des enfants et des femmes ; protéger les droits des travailleurs thaïlandais à l'étranger ; favoriser le développement des qualifications professionnelles et augmenter le niveau d'éducation des travailleurs.

La science et la technologie doivent être développées pour promouvoir l'économie nationale et augmenter le niveau de vie du peuple.

POLITIQUE ETRANGERE

Mettre en œuvre une politique étrangère indépendante et abroger les traités et accords injustes que l'impérialisme a conclu avec la Thaïlande ; établir et promouvoir des relations d'amitié avec différents pays sur la base de bénéfices mutuels et de l'égalité, respectant la souveraineté et l'inviolabilité du territoire ; protéger les droits et les intérêts justes des étrangers en Thaïlande.

S'opposer à l'impérialisme, surtout l'impérialisme américain ; s'opposer au colonialisme, sous ses formes à la fois anciennes et nouvelles ; s'opposer à l'oppression, les menaces, le contrôle et l'ingérence de la part de pays étrangers, y compris le racisme et la discrimination sur la base de la couleur de la peau ; appuyer les luttes justes de peuples et de nations opprimés à travers le monde ; s'allier à tous les individus, groupes, organisations et partis politiques épris de justice dans d'autres pays.

POLITIQUE SOCIALE ET CULTUELLE

Les individus auront la liberté d'étudier et de pratiquer la religion dans la mesure où cela ne met pas en cause la sécurité nationale, l'ordre public ou la moralité. Toutes les religions auront un statut égal devant la loi et seront protégées contre le dénigrement et le mépris.

Garantir une éducation élémentaire pour tous les jeunes, surtout dans les campagnes ; favoriser une formation professionnelle appropriée aux conditions locales et au développement de l'économie nationale ; apporter un soutien aux étudiants, intellectuels et scientifiques et à tous ceux qui sont doués d'une manière ou d'une autre, pour qu'ils puissent utiliser pleinement leurs capacités dans la construction de la nation.

Les femmes auront les mêmes droits économiques, politiques et sociaux que les hommes, y compris des droits d'accès égaux à l'éducation et à l'emploi. L'oppression des femmes et les préjugés à leur encontre seront combattus.

Suivant le développement de la production, un système de sécurité

sociale sera introduit par étapes, de manière à garantir le bien-être de la mère et de l'enfant, aussi bien que des personnes âgées ; résoudre le problème du logement pour les habitants des taudis et les pauvres urbains, établir des programmes pour résoudre le problème du chômage, garantir la sécurité des ouvriers au travail ; augmenter le niveau de vie et le bien-être des travailleurs.

Améliorer la santé publique et les soins hospitaliers à travers le pays, surtout dans les campagnes, dans les usines et parmi les pauvres urbains ; les protéger de la pollution et l'éliminer.

Aider les soldats et les révolutionnaires âgés et mutilés ; aider les familles de ceux qui ont sacrifié leur vie pour la révolution, les familles de soldats révolutionnaires aussi bien que les familles de ceux engagés dans l'activité révolutionnaire.

Promouvoir le bien-être du peuple et un ordre social approprié ; résoudre le problème de la criminalité ; éliminer l'oppression et la persécution du peuple ; mettre fin à la duperie et au commerce des femmes et des enfants, à la prostitution et au trafic de drogue.

Cultiver une culture nationale harmonieuse ; promouvoir l'art et la culture, aussi bien qu'une éducation patriotique, démocratique et scientifique ; préserver et restaurer les sites historiques, les objets d'art et les antiquités de la nation ; accepter les aspects appropriés de cultures étrangères, éliminant en même temps les aspects dégénérés des cultures impérialistes et féodales.

POLITIQUE CONCERNANT LES MINORITES NATIONALES

Les différentes nationalités en Thaïlande se verront accorder des droits égaux et seront encouragées à se respecter et à se soutenir mutuellement. Chaque nationalité a le droit d'utiliser sa propre langue, son écriture et sa religion et de préserver ses valeureuses coutumes et traditions ; s'opposer à l'oppression et aux préjugés entre les nationalités. Les minorités nationales qui sont concentrées sur un territoire ont le droit de se gouverner elles-mêmes, tout en restant dans le cadre de la grande famille de la Thaïlande. Former du personnel dans différents domaines afin de développer l'économie, la culture, l'éducation et la santé publique dans les zones habitées par des minorités nationales. ■

Parti communiste de Thaïlande,
IVe Congrès, 1982.

librairie diffusion

LA BRECHE

9, rue de Tunis,
75011 PARIS. Tél : 4367 63 57

A la veille de la transition

TRENTE-DEUX années de pouvoir absolu semblent avoir épuisé les fondements mêmes de la dictature du général Alfredo Strössner. A la fin des années 1950, il pouvait compter sur l'appui du Parti Colorado, la formation bourgeoise dominante, des forces armées, de la Fédération de la production, de l'industrie et du commerce (FEPRINCO), de l'Eglise catholique, et, bien entendu, de l'ambassade nord-américaine.

Au début des années 1980, l'Eglise et la fédération patronale lui devinrent franchement hostiles. Quant au parti Colorado, il est chaque jour un peu plus divisé entre les « traditionalistes » (anti-Strössner) et les « militants » (pro-Strössner).

Kevin MARTIAL

Quelles sont les bases de l'usure de la dictature paraguayenne ? A l'intérieur du pays, elles sont au nombre de trois : la corruption éhontée du régime, la crise économique et sociale prolongée, et l'apparition de protestations populaires antidictatoriales.

Exemple de corruption : le président de la Banque centrale, conjointement avec d'autres membres de la nomenclature officielle, a détourné un milliard de dollars des réserves monétaires nationales en devises, par le biais d'opérations financières fictives. Pour cette escroquerie, seuls seront inculpés des fonctionnaires de rang inférieur. Et s'il est besoin d'autres exemples, il suffit de préciser que le gendre du ministre des Finances est le principal contrebandier du pays.

La crise économique s'est abattue sur le Paraguay depuis qu'ont cessé d'affluer les dollars correspondant aux investissements des travaux hydro-électriques d'Itaipu (2). Avec un budget de cinq fois supérieur à la valeur du produit intérieur brut (PIB) paraguayen, Itaipu a agi comme un puissant moteur de l'économie. Mais une fois les travaux terminés, le pays a retrouvé sa réalité économique de pays essentiellement agricole qui, grâce à la corruption internationale, est parvenu à accumuler un monstrueux capital financier qui menace continuellement de déstabiliser son commerce international, ses marchés de change et immobiliers.

C'est à fin 1985 qu'a eu lieu la première manifestation populaire, forte de 10 000 participants, organisée par le Mouvement paysan paraguayen (MCP), pour réclamer des terres au gouvernement. Jusqu'alors, près de 20 occupations de grands domaines par des paysans sans terre avaient eu lieu, et le MCP avait été à la tête de toutes ces actions. Ces mobilisations spécifiquement paysannes furent accompagnées seulement dans la capitale Asuncion par des mobilisations estudiantines

protestant contre l'élitisme s'installant dans les universités.

Mais c'est une simple revendication salariale des fonctionnaires de l'hôpital des cliniques qui sera le détonateur, en avril dernier, d'un vaste mouvement de masse qui prit rapidement un caractère antidictatorial. Entre la mi-avril et la mi-mai eurent lieu près d'une vingtaine de protestations, réunissant un nombre de participants allant de 500 à 7 000 personnes. La majorité d'entre elles avaient la forme de manifestations de rue et furent fortement réprimées. La police chercha systématiquement à démoraliser les manifestants en les réprimant avec une violence démesurée. C'est ainsi que même des membres de l'ambassade d'Allemagne fédérale à Asuncion furent frappés. Mais l'effet produit par cette répression sera contraire à celui espéré par la police. La population accentua sa solidarité, la télévision nationale montra les violences policières, et Strössner connaîtra ses premières huées en divers lieux publics.

LA STRATÉGIE DE L'OPPOSITION BOURGEOISE

Face à cette conjoncture, l'ambassade nord-américaine change alors rapidement son fusil d'épaule. Elle réussit à revaloriser l'image des partis de l'opposition bourgeoise. Elle couvre les dissidents du parti gouvernemental et exerce des pressions publiques sur Strössner. L'ambassadeur en vient même à polémiquer avec le gouvernement à propos du taux de croissance de l'économie paraguayenne.

Les partis de l'actuelle opposition bourgeoise à la dictature se sont caractérisés, dès les années 1960, par la soumission aux intérêts dictatoriaux. Et même en 1983, ils collaboraient encore avec l'appareil répressif pour réprimer des secteurs de gauche du mouvement étudiant et syndical. Cependant, entre 1985 et l'année en cours, ils ont chan-

gé rapidement leur image. En 1986, ils ont appelé à trois manifestations de masse contre la dictature, dont deux ont été violemment réprimées par la police. Leurs leaders participent maintenant, avec des étudiants et des travailleurs, à toutes les manifestations publiques contre le régime. Pour cette raison, l'opposition bourgeoise compte aussi sur le soutien externe de l'Internationale socialiste et de l'Internationale libérale. A la première est affilié le Parti révolutionnaire fébrériste (PRF), dont le président est un responsable à la retraite du Fonds monétaire international (FMI). A la seconde est lié le Parti libéral radical authentique (PLRA), dont toute la direction s'est formée à l'école de l'idéologie de Jimmy Carter durant les années 1970, qui fut ensuite renouée au cours des trois dernières années sous l'influence de l'idéologie de Reagan. Signalons à ce propos que le principal représentant de l'étape antérieure de développement de ce courant, Domingo Laino, est aujourd'hui marginalisé par ses propres coreligionnaires. Ce sont donc le PRF et le PLRA qui commandent, depuis le camp bourgeois opposé, le processus de la transition.

Mais l'ambassade US s'est également préoccupée de travailler au corps la propre formation du général Strössner, le Parti Colorado. Pour cela, elle a favorisé la division en son sein et elle appuie maintenant ouvertement les « traditionalistes ». L'un d'entre eux, Carlos Romero, fils de celui qui fut le principal soutien de Strössner dans ce parti dans les années 1950 à 1960, Tomas Romero Pereira, a

1. Le quotidien paraguayen *Diario de Noticias* ira jusqu'à comparer l'ambassadeur US à Khadafi, pour dénoncer son attitude, qu'il jugeait encourageante pour la subversion. Le diplomate nord-américain Donal Clyde Taylor avait eu l'audace, selon cet organe de presse, de se montrer lors d'une manifestation des grévistes de l'hôpital des cliniques en avril dernier.

2. Cf. *Inprecor* numéro 148 du 25 avril 1983.

été ouvertement accusé par Strössner d'être « un vendu et un agitateur ». En réponse, l'ambassade US a invité ledit Romero comme hôte d'honneur pour une tournée aux Etats-Unis.

Néanmoins, la grande affaire pour le processus de transition du point de vue impérialiste, c'est justement le moment qui se situe entre l'actuelle dictature et l'installation de n'importe quelle forme conservatrice de gouvernement. Dans ce scénario, un rôle important est dévolu à l'Eglise paraguayenne, qui a appelé « tous les secteurs politiques » à un grand « dialogue national » (3). Son but serait d'asseoir autour de la même table le gouvernement et les opposants, ainsi qu'une palette de patrons et de dirigeants corporatistes, afin de négocier une issue à la crise du régime, qui cumule l'illégitimité du mandat de Strössner, la crise financière du gouvernement causée par la corruption, et, enfin l'insoutenable situation sociale que connaît la population.

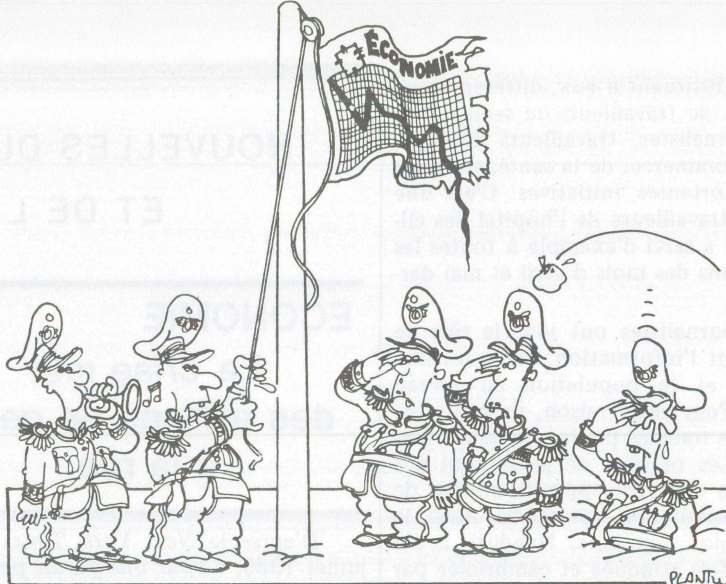
Au cœur de la tactique de transition, il y aurait la non réélection de Strössner prévue pour les consultations de 1988 et, si possible même, sa retraite anticipée. Dans cette optique, deux personnages se sont déjà préparés : le général Andres Rodriguez, second en grade après Strössner, et le président de la Cour suprême de justice, Luis A. Maria Argana, qui est présenté à l'opinion publique comme un « champion » de l'honnêteté. Quant au général Rodriguez, qui est assurément l'un des principaux coordinateurs du trafic de drogue sur le continent, il s'est converti, sous la pression des Américains et les yeux fixés sur l'échéance de la succession, en pourfendeur de la contrebande de drogue, le corps de cavalerie qu'il a sous son commandement ayant effectué depuis lors différentes actions contre des réseaux mineurs de contrebandiers.

Sans Strössner, avec une ouverture suffisante pour que tous les secteurs politiques non communistes agissent dans le cadre des institutions, avec Argana aux commandes pendant la période de transition, épaulé par le général Rodriguez, ainsi serait mise en place la plus conservatrice de toutes les transitions déjà installées récemment sur le continent.

RÉSISTANCE DU LOBBY DICTATORIAL

Mais 32 années de pouvoir absolu, durant lesquelles les changements ministériels n'ont eu lieu que partiellement et seulement tous les 10 ou 15 ans — il y a même des ministres comptant 32 ans de mandat —, ont créé un solide lobby de palais qui, dans le cas paraguayen, détient une grande partie du pouvoir économique et des fonctions importantes dans tous les domaines institutionnels, avec des liens jusque dans la Fédération patronale et l'Eglise.

Accoutumé à l'exercice du pouvoir sans restriction, ce lobby a répondu à la conjoncture actuelle par la violence. En premier lieu contre ses propres coreligionnaires lors des conventions du Parti



Colorado, où il était mis en minorité, mais surtout contre les partis d'opposition bourgeois et contre les mouvements populaires.

A cet effet, le ministre de la Justice, un « militant » farouche partisan de Strössner créa les Groupes d'action anti-communistes (GAA), une dissidence de la Ligue anticommuniste du Paraguay commandée par des « traditionalistes ». Les GAA agissent comme des groupes paramilitaires de répression contre des manifestants ou des dirigeants populaires. De mars à mai dernier, ils ont assassiné quatre dirigeants paysans et un leader étudiant. Au moment de la grève des fonctionnaires de l'hôpital des cliniques, ils ont passé outre le cordon de police qui entourait les grévistes et ont frappé sans discrimination sur des médecins, des infirmières, des patients et des passants.

Un aperçu des difficultés rencontrées par la tentative de mise en place d'une transition « pacifique » post-strössnerienne, suivant la voie préconisée par les USA, nous est fourni par le fait que l'autre secteur du Parti Colorado, les « traditionalistes », n'a pas critiqué publiquement ces actions. C'est dire qu'il ne veut pas encore prendre position ouvertement pour la transition. En bref, la lutte entre « militants » et « traditionalistes » demeure en fait une lutte interne au Parti Colorado.

Le moyen d'en sortir pour le secteur « militant » serait d'obtenir l'appui sans restriction des forces armées. En fait, celles-ci doivent être elles aussi soumises aux pressions de l'ambassade nord-américaine et du Pentagone qui veulent conserver — et c'est pour cela qu'ils sont en train de promouvoir la transition — le territoire paraguayen comme plaque tournante de leurs actions militaires dans le cône Sud. Les Nord-américains ont financé la construction de deux grandes pistes d'atterrissage pouvant être utilisées par des avions militaires et ont le projet d'en construire deux autres. Tout cela fait partie d'un plan visant à « honduriser » le Paraguay, c'est-à-dire à faire jouer au Paraguay, pour la région du cône Sud, le rôle de plaque tournante de toutes les actions militaires américaines que le Honduras remplit en Amérique centrale.

Les « militants » en appellent au

« danger communiste », qui serait à leurs yeux latent dans les manifestations populaires. Ce discours, ancien et usé, a été servi à de multiples occasions à l'opinion publique, et il a aujourd'hui peu d'impact face aux forces politiques en mouvement. Mais il existe peut-être une certaine sorte de « danger populaire » qui menace la transition conservatrice envisagée par les Américains.

LA LONGUE ROUTE DU REDRESSEMENT POPULAIRE

Parallèlement à la crise de la dictature militaire s'est produite, au cours de ces dernières années, une réorganisation des secteurs populaires. L'exemple le plus important a été constaté dans les campagnes, où vit 60 % de la population. En 1980 s'est créé le Mouvement paysan paraguayen (MCP), qui coordonne aujourd'hui quatre « fronts de masse » : l'Assemblée permanente des paysans sans terre, la Commission des femmes paysannes, la Commission des jeunes paysans, et la Commission des familles de disparus et d'assassinés. C'est le MCP qui a réalisé, fin 1985, la plus importante manifestation populaire à ce jour. Aussitôt après, il organisa une manifestation d'un millier de femmes paysannes réclamant la terre et la liberté. Structuré au niveau national, le MCP constitue aujourd'hui un mouvement qui combine une intervention de masse avec la formation d'une avant-garde paysanne classiste, capable d'organiser des actions coordonnées sur le tiers du territoire national. C'est ce secteur qui a dirigé les occupations de terres et a affronté la répression des militaires et des grands propriétaires.

Au niveau urbain, les syndicats ouvriers ont fait preuve de moins de vigueur

3. La conférence épiscopale paraguayenne a lancé, en avril dernier, son appel au « dialogue national ». Son secrétaire général, Monseigneur Livieres Banks, déclarait à la même époque : « Nous ne voulons pas nous ériger en tribunal pour juger qui que ce soit. Nous n'allons pas remuer les accusations du passé. Nous ne demandons pas un changement de gouvernement. Ce qui nous intéresse, c'est que chaque secteur de la société exprime son opinion. » Cf. le Monde, 10 mai 1986.

mais, se substituant à eux, différentes organisations de travailleurs du secteur tertiaire (journalistes, travailleurs des banques, du commerce, de la santé, etc.) ont pris d'importantes initiatives. C'est une grève des travailleurs de l'hôpital des cliniques qui a servi d'exemple à toutes les mobilisations des mois d'avril et mai derniers (4).

Les journalistes ont joué le rôle de lien portant l'information, entre les manifestants et la population au niveau national. Pour cette raison, ils ont aussi été les plus touchés par la répression dans les rues. Les organes de presse qui ont couvert les activités oppositionnelles de masse subissent des représailles. Ainsi, la radio la plus populaire, Nanduti, a été par deux fois attaquée et cambriolée par les GAA (5).

Le mouvement étudiant, qui était en 1985 déjà en pleine réorganisation, a trouvé dans ces manifestations la possibilité de se renforcer. Une structure de coordination de tous les centres et mouvements des facultés opposés au gouvernement a été organisée. Pour protester contre la répression, les étudiants sont parvenus à mobiliser plus de 3 000 des leurs sur un total de 30 000 étudiants, dans des manifestations.

Néanmoins, toute cette énergie populaire souffre de deux limitations. En premier lieu de dispersion, puisqu'il n'existe aucune articulation plus vaste entre les divers secteurs mobilisés. En second lieu, cette vague de luttes manque d'organes d'expression politique autonome. Les secteurs populaires produisent aujourd'hui encore des leaders « corporatistes », alors que la tête d'affiche politique est occupée par les dirigeants bourgeois de l'opposition.

Les Philippines, Haïti, l'Amérique centrale, l'Uruguay : le processus paraguayen a en commun avec tous ces pays l'acharnement nord-américain à forger des « démocraties non insurrectionnelles » et, pour ce faire, conservatrices et soucieuses de maintenir intact tout le potentiel militaire et répressif des dictatures antérieures. Au Paraguay, les conditions favorables existaient pleinement pour une réédition de ce type d'opération chirurgicale consistant à « extirper le tyran », si ce n'étaient la vitalité du lobby de la dictature et le caractère imprévisible de l'évolution des mobilisations des secteurs populaires. ■

Kevin MARTIAL,
30 mai 1986.

4. Une importante évolution est en train d'avoir lieu au sein du mouvement syndical, avec la formation du Mouvement intersyndical des travailleurs (MIT), sous le patronage de la CIOSL et de l'AFL-CIO. D'orientation bureaucratique et légaliste, le MIT s'est néanmoins constitué sur une base de référence populaire, puisque c'est la « seule chose qui existe » en opposition à la Confédération paraguayenne des travailleurs (CPT) totalement manipulée par la police.

5. Nanduti est le nom de la dentelle en coton de couleur des Indiens Guaranis.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

ECONOMIE

La crise met des millions de gens à la rue

D'après le *New York Times* du 24 juillet 1985, « Pour une grande partie des pauvres les modifications de la conjoncture économique changent peu de choses ». Et pour cause. La relance des économies capitalistes ne fait pas baisser le chômage ou fort peu. Les secteurs paupérisés ou en voie de l'être sont éjectés ou marginalisés sur le marché du travail. Beaucoup d'emplois créés sont précaires (5,3 millions d'emplois à temps partiel ont été « inaugurés » aux Etats-Unis depuis 1982) et mal payés. La politique plus ou moins brutale de destruction du réseau d'assistance sociale élargit les mailles d'un filet de sécurité au travers duquel ceux qui passent sont de plus en plus nombreux.

C'est dans ce contexte que le nombre de sans-logis, de sans-toit, de non domiciliés s'accroît dans plusieurs pays capitalistes développés. Une étude indique que « ce sont près de 100 000 Allemands dans l'opulente République fédérale qui sont sans toit ». Selon Hartwig Drude, président de la Communauté de travail pour les sans-toit : « Le chômage a été pour la plupart le déclic de la déchéance ». Il prétend qu'un chômeur sur cinq est menacé. Ces sans-toit n'ont rien de commun avec ce que « les badauds considèrent encore trop souvent comme de romantiques clochards ».

L'auteur d'un livre sur les sans-logis aux Etats-Unis décrit la vie du sans-maison comme « une marche forcée vers nulle part ». « Pour chaque gars que vous voyez sur une bouche de chauffage à air chaud, il y en a dix que vous ne voyez pas », explique-t-il. Car, pour survivre comme sans-logis, il ne faut pas se faire remarquer. Pour passer des heures dans une gare, un musée ou boire un café tout un après-midi, il ne faut pas avoir l'apparence d'un sans-toit.

En 15 ans, la municipalité du Grand Londres (GLC), unité administrative dissoute aujourd'hui par le gouvernement conservateur, a dû prendre en charge sept fois plus de familles sans logis : 3 700 en 1970, 26 115 en 1985. Les communes de Grande-Bretagne estiment que le nombre de familles sans logement est passé de 53 000 en 1978 à 83 000 en 1984. L'hebdomadaire de la City, *The Economist*, considère que « ce chiffre sous-estime le problème. Environ 98 000 familles ont demandé une aide aux municipalités, mais n'ont reçu aucun endroit où vivre ». Et ici, on ne ne parle pas des

dizaines de milliers de personnes seules sans logis.

Aux Etats-Unis, le Groupe d'intervention présidentiel pour l'aide alimentaire indique qu'actuellement « deux millions de personnes aux Etats-Unis sont considérées comme sans logis, contre moins de 200 000 en 1970 ». D'autres sources avancent le chiffre de 3 millions.

Ceux qui composent cette armée de sans-toit ne correspondent pas à l'image souvent diffusée. Une enquête conduite dans l'Etat de l'Ohio par l'Institut national pour la santé mentale démontre que l'âge moyen des sans-logis était de 34 ans ; que 66 % étaient des hommes blancs et que 87 % avaient eu une fois un emploi. Les sans-logis qui ont été expulsés des hôpitaux psychiatriques, à cause des coupes budgétaires, représentent 18 % des 1 000 personnes incluses dans l'enquête. Par contre, le Département pour le logement et le développement urbain chiffre à 22 % la proportion d'enfants parmi les sans-toit.

Un quart des sans-logis aux Etats-Unis travaillent mais ne gagnent pas assez pour se payer un logement. Une fraction très grande sont des chômeurs. A la perte d'emploi s'est ajoutée la diminution ou la liquidation de l'aide sociale, étant donné la politique de l'administration Reagan en la matière.

Parmi les sans-toit, on retrouve des travailleurs qui « transitent » à la recherche d'un emploi. Un mécanisme social apparaît avec clarté : si les salaires minimums chutent (ce qui est le cas, entre autres dans les nouveaux emplois créés dans les services) et si l'assistance sociale diminue, conjointement à la précarité de l'emploi, le revenu pour se payer un logement devient rapidement insuffisant. On se retrouve vite au seuil d'être « sans-toit ».

Environ 40 % des sans-logis, aux Etats-Unis, sont des familles vivant dans les grandes villes. Or, ces agglomérations subissent de plein fouet une vaste réorganisation de l'implantation de l'habitat et une coupe drastique de l'aide fédérale pour les logements pour pauvres. La « revitalisation » des centres des villes implique le remplacement de nombreux logements et hôtels à bon marché par des bureaux. La libéralisation des zones à construire, la spéculation immobilière et la politique libérale de prêts hypothécaires suscitent la liquidation de quartiers où se concentraient des logements pour pauvres, pour des handicapés, des travailleurs ayant des emplois précaires, des retraités.

Le financement des maisons pour pauvres a été liquidé ces dernières années. Les maisons à « loyers modérés » ne sont plus réparées, ce qui diminue le stock des logements habitables. A New

York, 200 000 personnes sont sur des listes d'attente.

Une des explications données par l'administration Reagan pour cette politique est la suivante : il faut stimuler la mobilité des pauvres pour qu'ils se rendent là où il y a du travail ! Voilà une autre dimension de la flexibilité. Durant l'année fiscale 1986, 860 millions de dollars ont été dépensés pour le logement, le budget de l'armement s'élevait à 286 000 millions de dollars. Reagan pense peut-être envoyer sur orbite les sans-logis.

ITALIE

Troisième congrès de la LCR

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section italienne de la IVe Internationale, a tenu son troisième congrès national du 28 juin au 1er juillet dans la ville de Salsomaggiore (Emilie). Deux cents personnes environ — délégués, membres des organismes de direction sortants et invités — ont participé aux travaux du congrès. Pendant les deux premiers jours, les séances ont été ouvertes à des délégations d'autres organisations, puis le congrès s'est tenu à huis clos. Le *Corriere della Sera*, le plus important quotidien italien, qui avait envoyé un correspondant au congrès, en a publié dans son numéro du 30 juin un compte-rendu relativement exhaustif. Radio Milano popolare, qui est gérée par des forces de gauche et d'extrême gauche, dont certaines organisations syndicales, a donné à plusieurs reprises des informations sur le congrès et a diffusé une interview de notre camarade Livio Maitan.

Le premier point à l'ordre du jour fut consacré à la discussion d'un projet de résolution que le comité central sortant avait adopté à l'automne 1985 et qui avait été publié dans le journal de la LCR, *Bandiera Rossa*. Il s'agit d'un texte qui a un contenu à la fois programmatique et politique. Il réaffirme les lignes essentielles de l'identité programmatique de la LCR et de la IVe Internationale tout en esquissant un tableau de l'évolution de la situation politique en Italie au cours des dernières années. Le rapport sur ce point a été fait par le camarade Franco Turigliatto, membre du bureau politique sortant.

C'est dans le cadre de cette discussion qu'a été abordée la question des rapports de la LCR avec Democrazia proletaria (DP), l'organisation la plus importante de l'extrême gauche italienne. DP avait proposé à la LCR d'entrer dans ses rangs, estimant que les divergences politiques n'étaient pas telles qu'elles puissent justifier l'existence de deux organisations séparées. La direction de la LCR affirmait, par contre, que les conditions d'une convergence n'étaient pas réunies et qu'il fallait opter pour une collaboration étroite telle qu'elle avait été déjà réalisée notamment dans le travail

syndical et sur le terrain électoral. (La revue *Quatrième Internationale* publiera dans un prochain numéro un dossier sur les rapports entre DP et la LCR). L'orientation de la direction a été approuvée par le congrès qui a adopté le texte politique à la quasi-unanimité.

Le deuxième rapport, sur la construction de la LCR dans les deux prochaines années, a été présenté par la camarade Elettra Deiana, également membre du bureau politique sortant. Un grand nombre de délégués ont pris la parole sur ce point en abordant les problèmes de l'intervention dans les syndicats, de la construction de l'organisation, du fonctionnement des organismes de direction et du caractère de la presse de la LCR. Dans les interventions, ont été aussi abordés les problèmes de la construction de l'Organisation des jeunes révolutionnaires (OGR), liée à la LCR, qui avait envoyé une délégation au congrès. Finalement le texte proposé par la direction sortante a été approuvé par une large majorité. Sur la question de la presse, la décision a été prise de continuer la discussion dans l'ensemble de l'organisation et d'en tirer les conclusions vers la fin de l'année. Le

congrès a élu un comité central de 35 membres et 3 suppléants et une commission de contrôle de 3 membres.

DP a envoyé au congrès une délégation composée du camarade Saccoman, membre de la direction, et du camarade Patta, dirigeant syndical engagé dans la construction de la tendance syndicale Democrazia consiliare. Les deux camarades sont intervenus dans le débat pour défendre leur point de vue au sujet des rapports entre DP et la LCR et insister sur l'importance du travail en commun dans les syndicats. La direction du Parti communiste italien a, elle aussi, envoyé une délégation de deux camarades, dont un membre du secrétariat régional de l'Emilie et une camarade membre du parlement, qui est intervenue dans le débat.

Au cours du congrès, ont pris aussi la parole des représentants d'une organisation qui se réclame de la continuité avec Lotta continua, grande organisation d'extrême gauche des années 1970, d'un groupe anarchiste, de la Ligue socialiste révolutionnaire (LSR), organisation se réclamant du trotskysme et qui n'a pas d'affiliation internationale, et de Medicina democratica (Médecine démocratique).

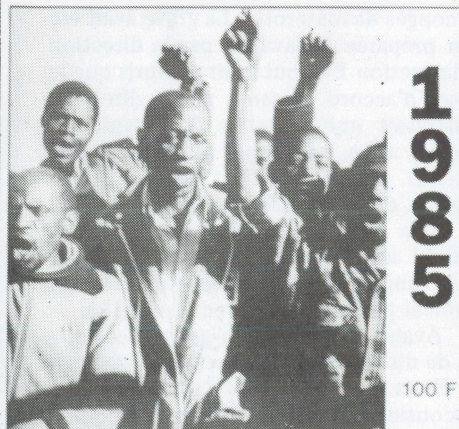
inprecor

Depuis maintenant plusieurs années, *Inprecor* offre régulièrement à ses lecteurs et lectrices une collection de l'ensemble de ses numéros parus dans l'année écoulée. Celle de l'année 1985 vient d'être éditée. Elle comprend tous les numéros d'*Inprecor* depuis le numéro 187 du 7 janvier 1985 jusqu'au numéro 209 du 16 décembre 1985 inclus.

Reliée par une luxueuse couverture cartonnée maniable et comprenant l'index de l'ensemble des articles parus en 1985, cette collection pour 1985 est disponible au prix unitaire de 100 francs français à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75012 Paris.

Compte tenu du poids que représente une telle collection, les envois postaux sont très onéreux et fort peu recommandables. Pour toute personne intéressée et résolument décidée à assumer les frais postaux, s'adresser directement à : *Inprecor*, 2 rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil, France. Attention, le nombre de collections est limité.

inprecor



La longue grève des travailleurs du local P.9

Depuis septembre 1985, c'est-à-dire depuis neuf mois, les 1 500 travailleurs de l'entreprise de conserverie de viande Hormel, à Austin dans le Minnesota, mènent une grève qui est devenue à la fois un symbole pour les militants ouvriers les plus combattifs et un test pour le patronat américain de sa capacité à casser un syndicat qui résiste à son offensive anti-ouvrière. Cette offensive, qui s'est accentuée ces dernières années avec le développement de la crise, a connu des victoires sans combat, comme dans le cas des concessions faites par le syndicat de l'automobile à Chrysler, en 1979 et, plus rarement des reculs, notamment face à la résistance des mineurs dans la grève de 1978-1979 et face à la solidarité d'autres secteurs de la classe ouvrière.

Ce qui est significatif dans la grève de Hormel, c'est que le patronat essaie de casser une grève menée par une section syndicale combattive, en essayant de faire tourner l'usine avec des jaunes. Dans cette épreuve de force, la direction de la conserverie a été aidée non seulement par les tribunaux, mais aussi par la direction nationale du syndicat auquel appartiennent les grévistes, le Syndicat unifié des travailleurs de l'alimentation et du commerce (UFCW).

La grève a été déclenchée par le refus, par les membres de la section P-9 de l'UFCW, d'un projet de contrat proposé par la direction, qui comprenait des réductions salariales, la suppression de certains acquis tels que le préavis d'un an avant des licenciements et la distribution de postes de travail suivant le principe de l'ancienneté, projet contenant aussi l'interdiction des grèves et des attaques contre les allocations de retraite et les congés de maternité. La grève avait été bien préparée à l'avance par la direction de la section P-9, qui avait compris que le projet d'accord présenté par la direction constituait une tentative de revenir sur presque tous les acquis qui avaient été obtenus par le syndicat depuis l'organisation du syndicat dans l'usine en 1933. A cette époque-là, les travailleurs de Hormel avaient, les premiers aux Etats-Unis, imposé la reconnaissance de leur syndicat par une grève avec occupation.

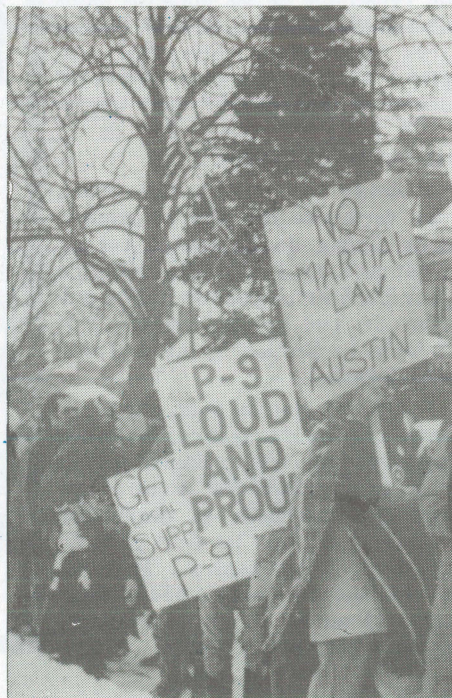
Avant le début de la grève, des équipes de distributeurs de tracts ont parcouru les Etats du Minnesota, de l'Iowa et du Wisconsin pour populariser la lutte qui se préparait. Une caisse de guerre fut constituée par le syndicat, et la grève a démarré en septembre 1985. En janvier 1986, la direction de Hormel a réouvert l'usine, en remplaçant les travailleurs en grève par 1 000 jaunes. Pendant plusieurs jours, les

piquets de grève massifs mis en place par la section P-9 ont empêché les briseurs de grève de pénétrer dans l'usine. Ce n'est qu'après l'intervention de 800 hommes de la garde nationale que les jaunes ont pu commencer à travailler. Depuis, la section P-9, loin de céder, a fait monter les enchères. Des piquets volants ont essayé de fermer d'autres usines de Hormel, avec succès pour celle d'Ottumwa dans l'Iowa. Les grévistes ont aussi appelé à un boycott national des produits Hormel et ont activement recherché le soutien d'autres syndicalistes.

Malheureusement, la combativité et la détermination dont a fait preuve la section P-9 n'a pas trouvé son pendant de la part de la direction nationale du syndicat. Au contraire, l'UFCW a tout fait pour casser la grève, soutenu dans sa politique par la direction de la principale confédération syndicale des Etats-Unis, l'AFL-CIO, dont le président, Lane Kirkland, a qualifié la grève de « suicidaire ». La direction de l'AFL-CIO a exercé des pressions importantes pour décourager d'autres syndicats d'apporter leur soutien aux grévistes de Hormel.

Quant à la direction nationale de l'UFCW, elle est allée jusqu'à suspendre de leurs fonctions les responsables élus de la section P-9, les remplaçant par un administrateur nommé par elle-même. Une tentative des grévistes de contester cette décision devant les tribunaux a échoué au début juin. Depuis, le nouveau respon-

Manifestation des grévistes de Hormel. (DR)



sable, Joseph Hansen, a déclaré la grève terminée. Cela signifie que si les membres de la section P-9 continuent la grève et le boycott des produits Hormel, ils risquent d'être licenciés et poursuivis devant les tribunaux pour avoir agi contre la décision du tribunal. Face à cette menace, les grévistes ont suspendu leurs piquets de grève. En plus, Hansen a fait occuper le local de la section par les policiers, détourné le courrier de la section syndicale, et demandé aux banques locales de geler les fonds du comité de soutien aux grévistes, ce qu'elles avaient déjà fait pour les fonds de la section P-9.

La réponse des grévistes a consisté à déposer des pétitions devant l'Office national des conflits de travail (NLRB) demandant de nouvelles élections professionnelles pour établir la représentativité de la section P-9 d'origine. Parce que ces pétitions comportent les signatures de plus de 50 % des membres de la section, un contrat négocié par Hansen pourrait être bloqué par le NLRB jusqu'à la tenue de ces élections, lesquelles doivent normalement être organisées au mois d'août.

La bataille n'est donc pas encore perdue. Si les grévistes gagnent leur bras de fer avec la direction du syndicat, leur stratégie est de poursuivre une guerre d'usure contre la direction de Hormel. Dans cette perspective, ils ont des atouts. D'abord, le boycott de Hormel, ensuite la solidarité d'autres syndicalistes. Et surtout, les grévistes misent sur le fait que, parce que les ouvriers les plus qualifiés sont solidement derrière la grève et que la direction ne peut pas les remplacer facilement par des jaunes (il faut entre six mois et un an pour former ces ouvriers), il est impossible actuellement de faire tourner l'usine de Hormel de manière rentable, et cette situation durera un certain temps.

Mais quelle que soit la conclusion de la grève, elle représente un tournant dans l'histoire récente du mouvement syndical aux Etats-Unis. Les grévistes de Hormel ont montré qu'il était possible de se battre et de rechercher le soutien d'autres syndicalistes. La prise en charge de la solidarité avec Hormel par les éléments les plus conscients et combattifs du mouvement syndical américain montre que sa signification a été largement comprise et que les premiers jalons pour la constitution de nouvelles équipes syndicales de lutte des classes ont été posés.

L'importance de la grève de Hormel a été très bien résumée par Bud Schultz, militant syndical dans une conserverie de viande de la ville de South St-Paul, qui a déclaré que la grève constitue « un tournant dans la manière selon laquelle les travailleurs voient la question des concessions. Ils ne croient plus à l'argument patronal selon lequel il faut faire des concessions pour que survive leur usine. Ils ont découvert que ce n'est pas vrai. Les travailleurs ont accepté concession après concession et les usines ont quand même fermé. On a assez menti aux gens et ils n'y croient plus. » ■

Claude DEVILLIERS,
5 juillet 1986.